

The GREY logo is displayed in white, bold, sans-serif capital letters on a red rectangular background.

Professionnels du
développement
solidaire

A wide-angle photograph of a rural landscape. In the foreground, a narrow, shallow canal or irrigation ditch flows through lush green rice fields. In the distance, a person wearing a yellow shirt stands near the water. The background is filled with tall palm trees under a bright, slightly cloudy sky.

RAPPORT ANNUEL

20
16





SOMMAIRE

- 3 Éditorial
- 4 **GRET, PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE**
- 4 Présentation
- 5 Stratégie 2014-2016
- 6 **Panorama du Gret en 2016**
- 8 **Gouvernance**
- 9 **Une équipe internationale**
- 10 **Budget**
- 12 **SEPT THÉMATIQUES D'EXPERTISE**
- 13 Agriculture : filières et politiques agricoles
- 14 Citoyennetés et démocratie
- 15 Eau potable, assainissement, déchets
- 16 Gestion des ressources naturelles et énergie
- 17 Microfinance et insertion professionnelle
- 18 Santé : nutrition et protection sociale
- 19 Villes pour tous et décentralisation
- 20 **ACTIVITÉS**
- 20 **Panorama des activités en 2016**
- 22 **Zoom sur une sélection de projets**
Brésil | Burkina Faso | Cambodge | Congo | France | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | Myanmar | Niger | République démocratique du Congo | Sénégal | Vietnam | Autres pays | Approches multipays
- 40 **DÉBATS**
- 40 Les grands débats du développement en 2016
- 42 **Capitaliser**
- 44 **Réseaux et alliances**
- 45 **Plaidoyer et communication d'influence**
- Annexes :*
- 47 Synthèse des activités 2016
- 52 Liste des productions du Gret 2016
- 59 Liste des sigles



**Pierre
Jacquemot**
Président du Gret



**Olivier
Bruyeron**
Directeur du Gret

ÉDITORIAL

2016 aura été une année charnière, entre la signature en décembre 2015 lors de la COP 21 des engagements en faveur de la lutte contre le changement climatique, et l'adoption en France au début de l'année 2017 du document d'orientation politique relatif au partenariat du gouvernement avec la société civile. Le Gret, qui a fêté ses 40 ans en 2016, a besoin de tels cadres. **Car notre organisation ne se contente pas de jouer un rôle d'opérateur qui met en œuvre des programmes, elle poursuit aussi un projet éminemment politique.** Celui de croire possible un monde solidaire et durable, avec moins d'inégalités et moins d'agressions contre l'environnement. Celui de considérer que rien n'advient, là où il y a des blessures et des fractures, sans la mobilisation des acteurs des sociétés civiles, au Nord comme au Sud, et sans la contribution de professionnels qui se battent pour donner aux oubliés et aux exclus les moyens d'agir sur leur destin. L'ambition est grande, la tâche ardue et ins-

critée dans la durée. Pour y parvenir, **il faut mobiliser une expertise, établir de vrais dialogues avec les parties prenantes et mettre en œuvre des solutions innovantes.**

En ces temps troublés, marqués par la montée des populismes égoïstes et la consolidation de l'autoritarisme qui menacent même l'Europe, l'équipe du Gret, forte de ces 714 salariés, riche de la diversité de ses 20 nationalités, œuvrant dans une vingtaine de pays, forme **un pont entre des peuples, des cultures, des récits de vie, des réalités quotidiennes différentes.** Avec des milliers d'autres professionnels au service des moins favorisés, elle tisse des liens essentiels d'amitié, de respect, de tolérance, indispensables pour construire ensemble. Le Gret consolide ses représentations dans ses pays d'intervention, élargit la gamme de ses compétences techniques, innove, s'insère dans les débats et les plaidoyers.

Par ses actions, le Gret s'attaque quotidiennement à la pauvreté et aux inégalités alors même qu'elles se creusent. Il soutient des initiatives locales, renforce les capacités des pouvoirs publics, aide des petites entreprises à se développer,

appuie des dynamiques de développement solidaire. Avec certains succès comme peuvent en témoigner les 10 000 agriculteurs de Prey Nup au Cambodge qui ont désormais accès à l'eau agricole, ou encore les 28 millions de repas fortifiés vendus à Madagascar via Nutri'zaza de 2013 à 2016. **Au total, 2,9 millions de personnes ont été concernées en 2016 par les actions du Gret.**

Cela étant, l'environnement financier de nos actions est en permanente évolution. **L'enjeu est celui de l'adaptation** : être en alerte sur les préoccupations des donneurs d'ordre, être vigilant sur leurs changements de procédures, diversifier les partenaires, s'ouvrir aux nouvelles modalités de travail, notamment sur les perspectives qu'ouvrent les « coalitions d'acteurs ». Sans oublier de réfléchir sur la pertinence de nos pratiques, en interne mais aussi avec nos pairs membres de collectifs comme le Groupe initiatives ou Coordination Sud. Sans jamais renoncer au combat contre la fatalité, finalité première de toutes les interventions du Gret depuis sa naissance, en 1976. ■

Avril 2017

Coordination : Claire Labat (Gret)
Conception graphique et réalisation : Hélène Gay (Gret)

Impression : Imprimerie Chirat, juillet 2017.
Imprimé sur papier recyclé.

Photos de couverture : UNE : © Pierre Ferrand (Guinée), © En Haut ! (Mauritanie) – DOS : © Germain Priour (Cambodge)

GRET, PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

PRÉSENTATION

En 2016, le Gret représente 714 professionnels, 150 projets, études et expertises impliquant au moins 2,9 millions de personnes dans 22 pays.

Le Gret est une ONG internationale de développement, de droit français, fondée il y a tout juste 40 ans, en 1976. Elle agit du terrain au politique, pour apporter des réponses durables et innovantes aux défis de la pauvreté et des inégalités. Le Gret est une **ONG professionnelle**, dans sa vision du secteur du développement – qu'elle souhaite doter de savoirs et de solutions innovantes –, dans l'implication des populations du Sud qu'elle considère actrices de développement, et dans ses pratiques. Considérant qu'agir pour le développement nécessite une approche globale et pluridisciplinaire, le Gret intervient :

- **sur sept thématiques** : agriculture : filières et politiques agricoles ; citoyenneté et démocratie ; eau potable, assainissement, déchets ; gestion des ressources naturelles et énergie ; microfinance et insertion professionnelle ; santé : nutrition et protection sociale ; villes pour tous et décentralisation ;

LABELS ET CERTIFICATIONS

Le Gret a un **statut d'entreprise solidaire** depuis 2008. Son caractère non lucratif, l'affectation à 100 % en réserve de ses résultats et le fait que l'écart entre le salaire le moins élevé et le plus élevé soit inférieur à un coefficient de quatre lui ont permis de se voir délivrer ce statut. Le Gret possède également le **statut d'association d'intérêt général** depuis 2010.



Find, le fonds de dotation dédié à l'innovation pour le développement

Depuis 2011, Find soutient, en partenariat avec des entreprises et des fondations, des projets innovants du Gret, au service du développement durable et à fort impact social et économique pour les populations du Sud.

En 2016, Find et ses partenaires ont soutenu ou renouvelé leur soutien à six actions :

- la lutte contre la précarité énergétique et la déforestation en Mauritanie grâce à la modernisation de l'équipement de cuisson, avec Engie ;
- la valorisation du typha, une plante envahissante, en énergie propre et renouvelable au Sénégal, avec la Cartier Charitable Foundation ;
- la formation par apprentissage, un levier d'insertion professionnelle pour les jeunes au Sénégal ;
- la résilience au changement climatique de l'île Sainte-Marie à Madagascar ;
- les femmes, actrices clés de l'accès à l'énergie au Vietnam, avec la Cartier Charitable Foundation ;
- la promotion des techniques d'irrigation innovantes pour améliorer la sécurité alimentaire au Myanmar et au Cambodge, avec la Fondation d'entreprise Louis Dreyfus.

Plus d'information :
www.gret.org/find



← EXPÉRIMENTATION EN MILIEU PAYSAN DE MICRO-IRRIGATION PAR ASPERSION, DELTA DE L'AYEYARWADDY, MYANMAR © Gret

- **avec une diversité de métiers** : la majorité des actions du Gret concerne des projets de terrain. À travers la conduite d'expertises, l'animation de réseaux et la production de références issues de sa pratique, il diffuse des connaissances et influence les pratiques et politiques pour un développement plus solidaire ;
- **du local au global et du terrain au politique**, à l'échelle de villages jusqu'aux instances internationales.

Pour mener ses actions, le Gret établit des alliances et bâtit des **partenariats diversifiés et de long terme**, dans tous ses pays d'intervention, avec des acteurs du monde associatif, économique, publics ou de la recherche. Il est fortement inséré dans les réseaux d'ONG français (Coordination Sud, Groupe initiatives, CFSI), sectoriels (Cicle, PFVT, Cerise) et dans de nombreux pays (Pfungue au Sénégal, Clio en Haïti, Ingo Forum au Myanmar, etc.). En 2016, le Gret participe à plus de 80 collectifs formels ou informels, dont 55 dans ses pays d'intervention.

STRATÉGIE 2014-2016

Depuis 1976, le Gret se déploie tout en restant fidèle aux fondamentaux qui constituent son identité. La célébration de son 40^e anniversaire, au siège et sur le terrain, lui a donné l'occasion de réaffirmer haut et fort son mandat, à savoir : **créer un monde plus juste et plus durable, en luttant contre la pauvreté et en réduisant les inégalités.**

Sa vision : une organisation internationale, décentralisée, solide, plurielle et influente où pays d'intervention et siège forment durablement une communauté de sens, de valeurs et de règles.

Sa stratégie 2014-2016 vise à la fois à répondre aux contraintes, notamment financières, de son environnement à court terme et à engager des dyna-

miques porteuses d'effets à plus long terme. Elle se décline en trois axes stratégiques :

- **l'efficacité**, qui passe par la sécurisation de sa gestion, le renforcement de la coordination de ses actions, la consolidation et la diversification de ses sources de financement, et la préparation des réformes structurelles en lien avec son internationalisation ;
- **la consolidation de ses valeurs et de sa cohésion**, à travers le renforcement des compétences des ressources humaines dans les pays d'intervention, l'amélioration des pratiques de responsabilité sociale et environnementale, l'encouragement des débats internes, et le renouvellement de la politique de qualité des opérations ;
- **l'amélioration de sa production de références et de sa capacité d'influence** en renforçant ses capacités d'adaptation à son environnement et d'innovation, en améliorant la gestion de ses connaissances, sa communication d'influence et notamment son plaidoyer.

En 2016, le Gret a poursuivi l'engagement de réformes structurelles pour mettre en œuvre ces orientations stratégiques :

- en déployant progressivement son nouveau **système d'information interne** ;
- en continuant à avancer sur les différents chantiers RH, notamment sur la question de la **sécurité des équipes** et sur l'élaboration d'un **référentiel de fonctions repères**, au siège comme sur le terrain ;
- en mettant en place un dispositif pilote de **télétravail** ;
- en créant et en mettant à disposition des différents pays de représentation des **kits de communication institutionnelle personnalisés** ;
- en renforçant sa présence sur le web et sur les réseaux sociaux (voir encadré page 46). ■■

Panorama du Gret en 2016

714 professionnels
de 20 nationalités

150 interventions

dont :

71 %

107 projets de terrain

19 %

28 études, recherche et capitalisation

10 %

15 expertises et missions courtes



Des **actions en partenariat** avec :

19

institutions scientifiques

180

partenaires opérationnels

121

partenaires financiers



2,9 millions
de personnes concernées
dans le monde

7 thématiques d'expertise

22 pays d'intervention

Nombre
d'interventions
menées
dans la région



6 ouvrages publiés
aux Éditions du Gret



12 rapports
d'expertise



34 interventions
publiques (colloques, ateliers, etc.)



138 retombées
médiatiques



370 000 pages
vues sur www.gret.org



39 nouvelles
vidéos en ligne



**13 initiatives
soutenues par Find**
dont 8 en partenariats
entreprises

FINN

**DÉBATS
INTERNATIONAUX
2016**

économie circulaire

lancement officiel des ODD

aide publique au développement **Habitat III**

implication du secteur privé

communs biodiversité

paiements pour services environnementaux

stockage du carbone **COP 22**

filère bambou

Gouvernance

GOVERNANCE DU GRET

Partie prenante de l'économie sociale et solidaire, le GRET se donne des exigences de transparence et de démocratie interne. Ses orientations sont définies par l'Assemblée générale, qui se réunit deux fois par an. Chaque année, le GRET accueille de nouveaux membres issus de ses pays d'intervention ou de représentation permanente. En 2016, 165 personnes de 12 nationalités étaient membres du GRET. Étaient ainsi représentés : le Burkina Faso, le Cambodge, le Congo, la France, Haïti, Madagascar, la Mauritanie, le Myanmar, le Niger, la République démocratique du Congo, le Sénégal et le Vietnam.

Le Conseil d'administration, dont le (ou la) président(e) est élu(e) pour trois ans renouvelables, est composé de représentants des salariés et de personnalités spécialistes des questions de développement. Le GRET est sous la responsabilité opérationnelle d'un(e) directeur(ice) élu(e) pour un mandat de trois ans, renouvelable une seule fois.

En 2016, le président est Pierre Jacquemot. Olivier Bruyeron a été réélu directeur pour un second man-

dat de trois ans. Daniel Henrys et Iharizaka Rahaingoson ont fait leur entrée au conseil en tant qu'administrateurs externes. Pascale Le Roy et Tahirou Traoré ont quant à eux été élus pour un premier mandat aux postes d'administrateurs représentant le personnel.

En Haïti, le GRET bénéficie de l'appui d'un conseil stratégique composé d'anciens représentants et responsables du GRET, d'universitaires, de partenaires et de conseillers avec lesquels il a tissé des liens étroits au fil des ans.

PARTICIPATION À LA GOUVERNANCE DE STRUCTURES PARTENAIRES

Les équipes du GRET contribuent également à la gouvernance de structures partenaires :

- **Appartenance à des collectifs ou réseaux d'ONG**, où il exerce des fonctions d'administrateur : Coalition Eau, Groupe initiatives, A2DM, Cerise, CFSI, Cicle.
- **Sociétaire ou actionnaire dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire** dont il partage les

Composition du Conseil d'administration

Sous la présidence de Pierre Jacquemot, ancien Ambassadeur de France dans trois pays africains, les membres du Conseil d'administration sont :

Administrateurs externes :

Thierry Matthieussent (trésorier du GRET, retraité, ancien chargé de mission à l'AFD), Xavier Benoist (ancien délégué général de la Fédération Pact-Arim), Jacques Lejeune (retraité, ancien dirigeant de sociétés de tourisme et d'hôtellerie), Cécile Sportis (directrice de CS Conseil), Serge Michailof (chercheur associé à l'Iris), Daniel Henrys (consultant indépendant en Haïti en santé publique, santé communautaire et développement communautaire), Iharizaka Rahaingoson (chef d'entreprise dans le secteur de l'ingénierie informatique et de la production de livres papiers et électroniques).

Administrateurs représentants élus du personnel : Pascale Le Roy, Damien Lagandré et Tahirou Traoré.

Observateurs : Anne Bauer, Alain Billan, Benoît de Juvigny, Virginie Rachmuhl, Henri Rouillé d'Orfeuill.

valeurs et dont il veut soutenir le développement : Nutri'zaza à Madagascar, ISEA au Cambodge, etc. ■

Une équipe internationale

Effectifs par pays

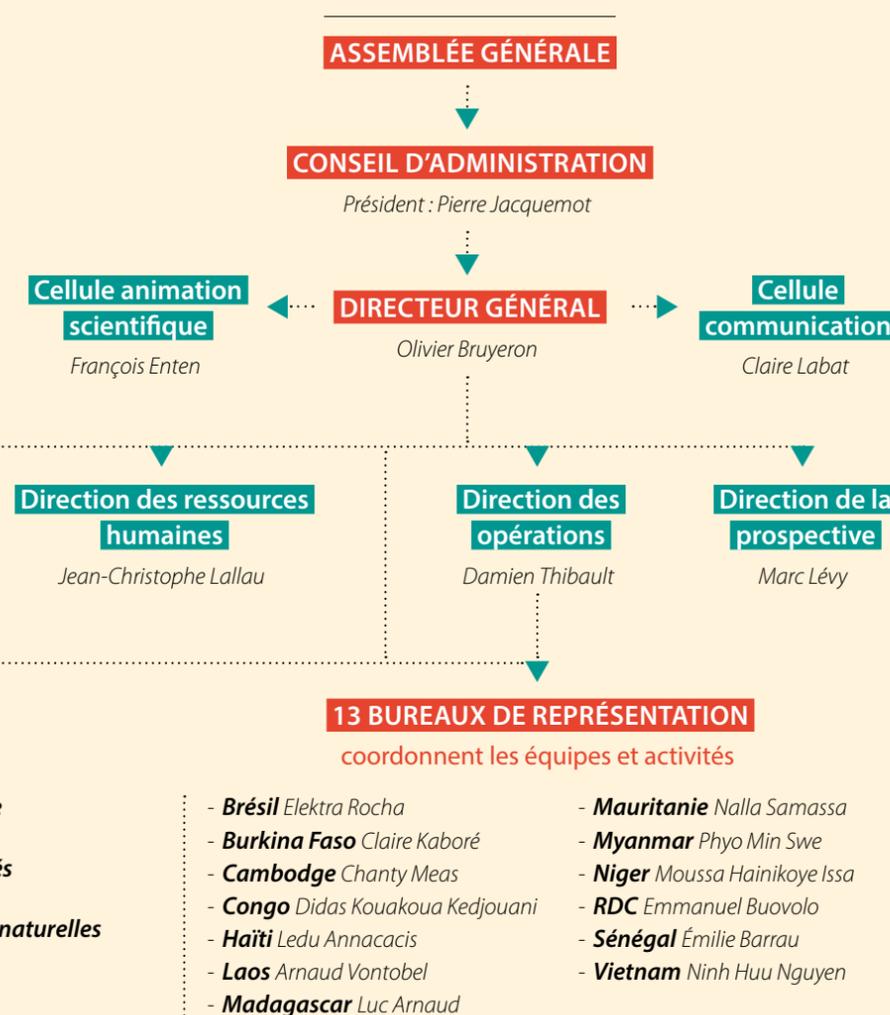
MYANMAR	190
MADAGASCAR	158
FRANCE (siège)	76
CAMBODGE	54
BURKINA FASO	53
HAÏTI	53
MAURITANIE	43
SÉNÉGAL	32
CONGO	20
LAOS	16
VIETNAM	7
RDC	6
NIGER	3
GUINÉE	1
MALI	1
TANZANIE	1

Après plusieurs années de hausse modérée, les effectifs globaux ont baissé de 7,3 % en 2016, faisant suite, principalement, à l'autonomisation de l'une des structures portées par le GRET au Myanmar (Corad).

Au 31 décembre 2016, 714 professionnels déployaient leurs savoir-faire en conjuguant expertise technique (agronomie, urbanisme,

hydraulique, économie, anthropologie, nutrition, sociologie, communication, etc.) et compétence en conduite de projet, animation et gestion, pour mener à bien les activités du GRET. Ces professionnels se répartissaient ainsi :

- 76 salariés au siège;
- 41 salariés expatriés;
- 7 volontaires de solidarité internationale;
- 590 employés sous contrat de droit local. ■



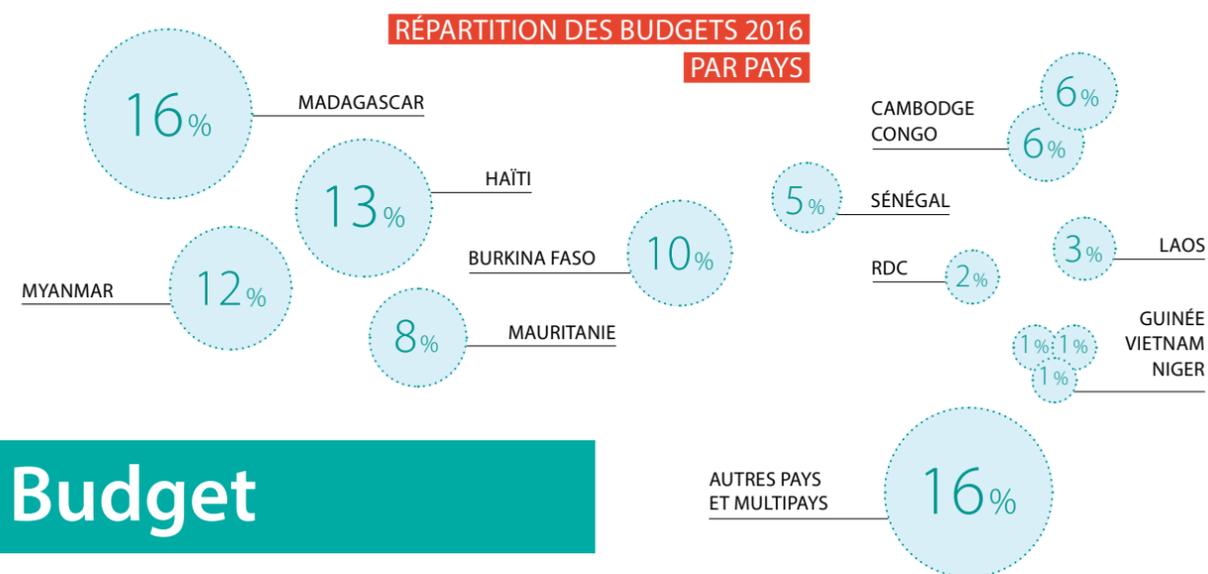
TÉMOIGNAGE DE DANIEL HENRYS

Nouvel administrateur du GRET en 2016

» Premier représentant du GRET en Haïti, Daniel Henrys a également exercé les fonctions de ministre de la Santé publique en Haïti au début des années 1990. « Le GRET est une organisation qui fait des propositions permettant d'améliorer

la situation des communautés, mais qui joue également un rôle d'interface entre communautés de base et organisations d'État.

Je souhaite que le GRET puisse continuer à s'internationaliser, à prendre de l'ampleur en étendant ses activités – notamment la réflexion et l'accompagnement au développement de politiques publiques – dans les pays dans lesquels il intervient déjà, mais aussi sur d'autres terrains. Car il y a encore beaucoup à faire, dans le domaine de la santé notamment. »



Budget

Le niveau de production du Gret, en nette croissance les deux années précédentes, a fait l'objet d'un ralentissement en 2016 : il s'élève à **25,5 millions d'euros**. On constate cependant une augmentation du volume de production des études et des missions d'expertise par rapport à 2015. 2016 aura également été **une année de montage et d'obtention de nouveaux projets** : le total du montant à terminaison des nouveaux projets signés en 2016 s'élève à 29 millions d'euros, contre 16 en 2015.

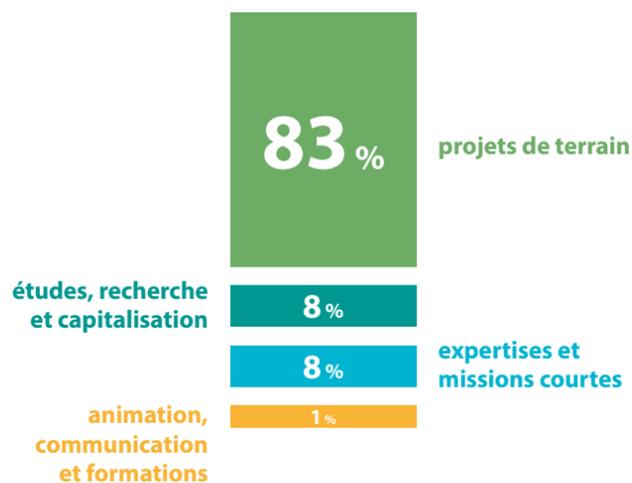
L'année a été marquée par le démarrage de quatre projets d'un montant supérieur à 2,5 millions d'euros, ce qui témoigne de **la confiance que nous accordons aux partenaires financiers, mais aussi possiblement de l'évolution de leurs modalités de financement**.

La marge brute sur activité, en progression, reste insuffisante et rend difficile la couverture de l'intégralité de nos charges ; d'où un excédent brut d'activité négatif. *In fine*, **le résultat de l'exercice est cependant bénéficiaire** du fait du dénouement favorable du contrôle fiscal réalisé en 2016 pour lequel des charges à payer avaient été enregistrées par prudence en 2015, témoignant ainsi du respect par le Gret des règles fiscales.

La part des projets de terrain dans l'activité du Gret reste prépondérante. En termes de géographie, des évolutions significatives et contrastées selon les pays sont observées par rapport à 2015, relatives à la fin et au démarrage plus ou moins marqué de nouveaux projets. ■

BUDGET 2016 25,5 millions d'euros

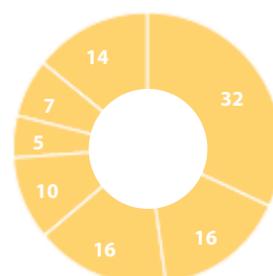
RÉPARTITION DES BUDGETS 2016 PAR ACTIVITÉ



» Union européenne	32%
» AFD	16%
» Fonds privés	16%
» MAEDI et fonds publics français	10%
» Coopération décentralisée	5%
» Financements Sud	7%
» Autres fonds	14%

ORIGINE DES FINANCEMENTS

sur le total du portefeuille actif en 2016



Compte de résultat

EN MILLIERS D'EUROS

	2016	%	2015	%
Ventes de livres	18		27	
Production de biens et de services	24 570	97%	27 357	97%
Production scientifique	736	3%	713	3%
Autres produits	131	1%	116	0%
Total production	25 455	100%	28 214	100%
Charges directes sur activités	-19 189	-75%	-21 807	-77%
Coût personnel direct sur activités	-4 398	-17%	-4 615	-16%
Coût personnel de support sur activités	-598	-2%	-709	-3%
Total consommation	-24 185	-95%	-27 131	-96%
Marge brute sur activité	1 270	5%	1 083	4%
Coût personnel indirect	-898	-4%	-750	-3%
Frais généraux siège	-774	-3%	-713	-3%
Total coût de structure	-1 672	-6,6%	-1 463	-5,2%
Excédent brut d'exploitation	-402	-1,6%	-380	-1,3%
Reprise sur risques et charges	587		349	
Provisions pour risques et charges	-459		-460	
Autres charges	-145		-42	
Résultat d'exploitation	-418	-1,6%	-533	-1,9%
Résultat financier	112		142	
Résultat exceptionnel	1 072		3 530	
Impôt sur bénéfice	0		0	
Résultat net avant affectation	767	3%	3 140	11,1%
Fonds dédiés	0		0	
RÉSULTAT NET	767	3%	3 140	11,1%

Bilan

EN MILLIERS D'EUROS

ACTIF	2016	2015
Immobilisations corporelles et incorporelles	109	25
Immobilisations financières	322	173
Total immobilisations	431	198
Encours de production	39 909	47 166
Clients et autres créances	6 163	4 619
Avances versées sur projets	3 630	1 098
Actif circulant	49 702	52 884
Disponibilités	11 529	12 334
Charges constatées d'avance	39	63
Écart de conversion actif	0	0
TOTAL ACTIF	61 701	65 478

PASSIF	2016	2015
Fonds associatifs et réserves	4 597	1 457
Résultat	767	3 140
Fonds dédiés	0	0
Total fonds propres	5 363	4 597
Provisions	635	552
Dettes à long terme	0	0
Capitaux permanents	5 998	5 148
Fournisseurs et autres dettes	5 894	6 780
Dettes fiscales et sociales	1 195	2 211
Passif circulant	7 089	8 991
Produits constatés d'avance	48 614	51 338
Écart de conversion passif	0	0
TOTAL PASSIF	61 701	65 478

SEPT THÉMATIQUES D'EXPERTISE

En 2016 :



AGRICULTURE : FILIÈRES ET POLITIQUES AGRICOLES

42 projets et expertises dans 18 pays impliquant **531 000 personnes**



CITOYENNETÉS ET DÉMOCRATIE

8 projets et expertises dans 6 pays impliquant **5 000 personnes**



EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT, DÉCHETS

41 projets et expertises dans 15 pays impliquant **730 000 personnes**



GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE

20 projets et expertises dans 10 pays impliquant **430 000 personnes**



MICROFINANCE ET INSERTION PROFESSIONNELLE

21 projets et expertises dans 9 pays impliquant **34 000 personnes**



SANTÉ : NUTRITION ET PROTECTION SOCIALE

25 projets et expertises dans 10 pays impliquant **854 000 personnes**



VILLES POUR TOUS ET DÉCENTRALISATION

9 projets et expertises dans 4 pays impliquant **185 000 personnes**

← PAYSANNE PRODUCTRICE D'OIGNONS EN TANZANIE, APPUYÉE PAR LE GRET ET MWIWATA DANS LE CADRE DU PROJET MALIMBICHI © Laurent Levard



Agriculture : filières et politiques agricoles

↑ FORUM NATIONAL DE VALIDATION DE LA FEUILLE DE ROUTE SUR LA POLITIQUE FONCIÈRE RURALE EN GUINÉE © Simon Delotter

18 PAYS D'INTERVENTION Bénin | Burkina Faso | Cambodge | Cameroun | Côte d'Ivoire | France | Guinée | Haïti | Laos | Madagascar | Mali | Mauritanie | Myanmar | Niger | République démocratique du Congo | Sénégal | Tanzanie | Vietnam

EXEMPLES DE PARTENAIRES Apess | CCFD-Terre solidaire | Cird | Corad | Fongs | MGE

42 projets et expertises en cours en 2016, impliquant 531 000 personnes

Depuis sa création en 1976, le Gret promeut le développement de l'agriculture familiale et des filières agroalimentaires par l'amélioration de l'accès des agriculteurs et des éleveurs au foncier, aux ressources naturelles et aux moyens de production, mais aussi par l'augmentation de la productivité et de la durabilité des systèmes de production. Le Gret favorise également l'accès des agriculteurs et éleveurs au marché, ainsi que la valorisation des produits. Il renforce aussi les capacités des organisations paysannes et professionnelles à peser dans l'organisation des filières et sur les politiques publiques. Le Gret intervient à travers des projets de terrain, l'appui à des partenaires et des travaux d'expertise. Son approche se fonde sur une intégration des dimensions foncière, productive, commerciale et institutionnelle :

• **appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques foncières concertées et décentralisées** qui sécurisent davantage l'accès à la terre et aux ressources des agricultures familiales, et en particulier des groupes minoritaires ;

- **amélioration des méthodes de production agricole et d'élevage, et de la gestion globale des exploitations agricoles.** Le Gret travaille sur les pratiques agroécologiques et les approches permettant d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience face aux impacts du changement climatique ;
- **structuration des filières et approvisionnement alimentaire des villes et des marchés nationaux et régionaux.** Le Gret s'intéresse notamment aux petites entreprises de transformation, à la valorisation des produits

au travers de signes de qualité, et à la création d'opportunités d'emplois pour les femmes et les jeunes ;

- **renforcement des capacités des organisations paysannes et professionnelles et de la société civile** à offrir de nouveaux services à leurs membres, à s'insérer dans les espaces de décision au sein des filières et des territoires, et à prendre part aux politiques agricoles et commerciales, aux niveaux national, régional et international. ■

www.gret.org/themes/agriculture-filières-et-politiques-agricoles



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, RÉSILIENCE ET AGROÉCOLOGIE EN GUINÉE

» L'épidémie Ebola qui a frappé le pays en 2014-2015 a eu de forts impacts politiques, économiques et sociaux. En 2016, l'Union européenne a mis en place un programme international d'action en faveur de la résilience, qui permet de renforcer et d'étendre les actions de deux projets antérieurs en Guinée : le premier, consacré à l'amélioration des capacités des organisations des filières riz et huile de palme en Haute Guinée, Guinée Forestière et Basse Guinée ; le second, au renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones enclavées du Nord de la Guinée. « Le projet Sara associe les partenaires de ces deux actions afin de renforcer la résilience et l'autonomie de 22 000 agriculteurs familiaux et petits entrepreneurs ruraux des filières agricoles locales en Moyenne Guinée et en Guinée Forestière. Le projet contribuera à sécuriser leur alimentation et leurs revenus face aux crises sanitaires et au changement climatique », précise Cécile Broutin, chargée de programme Filières agricoles au Gret.



SEPT THÉMATIQUES D'EXPERTISE



Citoyennetés et démocratie

↑ GROUPE DE FEMMES LEADERS FORMÉES AU DROIT À VINH PHUC, VIETNAM © Gret

6 PAYS D'INTERVENTION Algérie | Burkina Faso | Congo | France | Mauritanie | Vietnam

EXEMPLES DE PARTENAIRES Batik International | CDI | CGT | CGTV | Djantoli

8 projets et expertises en cours en 2016, impliquant 5 000 personnes

Pouvoir, décider, faire des choix en connaissance de cause, participer aux processus de décisions, ou contribuer au débat public, sont autant de façons d'exercer une citoyenneté active au-delà de l'exercice du droit de vote. Ces différentes manières d'agir en tant que citoyen contribuent à **réduire les inégalités dans l'accès aux ressources, aux opportunités, aux services essentiels de base, aux processus de décision.** Cela passe par :

- la prise de conscience des droits et des responsabilités de chacun et l'accès à l'information sur les droits (par exemple, le logement, l'accès à la couverture santé, les services sociaux existants, le droit du travail, etc.);

- le renforcement d'acteurs associatifs, communautaires, sociaux, institutionnels pour une meilleure prise en compte des populations vulnérables;
- l'accès à l'information et aux connaissances par une meilleure maîtrise des technologies de l'information et de la communication d'influence;
- la promotion d'un dialogue pluri-acteurs publics et privés, formels et informels, pour la fourniture de services publics essentiels et la défense des droits pour tous, pour des politiques sociales plus inclusives.

2016 marque la fin de la première phase d'un projet pilote d'amélioration des conditions de vie de près de 1 000 femmes travaillant dans les

usines de zones industrielles situées au nord du Vietnam (projet Phu Nu) et le démarrage d'un projet multipays (Vietnam-France) qui explore le recours au droit comme outil de solidarité, en particulier auprès des femmes migrantes. Au Burkina Faso, le recours à la téléphonie mobile a facilité la diffusion d'informations auprès de jeunes mamans (projet Mobisan) tandis que 55 organisations, majoritairement féminines, ont été renforcées dans l'Adrar, en Mauritanie, pour une participation efficace de la société civile dans le développement socio-économique de la région (projet Asca). ■

www.gret.org/themes/citoyennetes-et-democratie



LE DROIT, VECTEUR DE SOLIDARITÉS ENTRE DIFFÉRENTS ACTEURS

» Le renforcement des acteurs, par effet miroir favorisant l'échange d'expériences entre pairs issus de contextes locaux et nationaux différents, facilite la sensibilisation sans imposer de modèle. La mise en discussion des droits existants – lorsqu'ils sont favorables – et les manières de promouvoir leur appropriation par les acteurs concernés, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables, est un levier à la création de liens

de solidarité qui appelle à de nouveaux partenariats, avec les acteurs syndicaux ou encore les services juridiques populaires. « Une opération pilote en France et au Vietnam, soutenue par le CFSI dans le cadre du programme Coopérer autrement en acteurs de changement, a permis de nouer un partenariat avec la CGT française et son homologue vietnamienne. Cette initiative, qui a notamment permis de favoriser l'échange d'expériences à l'échelle nationale à Hanoi et de valoriser ces pratiques citoyennes de droit, a fait l'objet d'un documentaire et d'une capitalisation », précise Patricia Huyghebaert, responsable de programmes Droits et citoyennetés au Gret.



SEPT THÉMATIQUES D'EXPERTISE



Eau potable, assainissement, déchets

↑ SOUDURE BOUT À BOUT D'UNE CONDUITE D'EAU POTABLE À CHHEU KHMAO, CAMBODGE © Germain Priour

15 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Cambodge | Comores | Congo | Djibouti | France | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | Myanmar | RD Congo | Sénégal | Tchad | Vietnam

EXEMPLES DE PARTENAIRES Coalition Eau | Irreed | Lereps | Lysa | Sedif | Siaap | Villes de Rosso et Boghé en Mauritanie

41 projets et expertises en cours en 2016, impliquant 730 000 usagers

UNE ANNÉE MARQUÉE PAR LE RENFORCEMENT DES ÉCHANGES SOUS-RÉGIONAUX

» La dynamique d'échanges thématiques enclenchée à Phnom Penh, au Cambodge, fin 2015 s'est poursuivie tout au long de l'année 2016. Un atelier organisé à Saint-Louis du Sénégal en début d'année a également rassemblé les équipes ouest-africaines et malgaches autour de la question du marketing de l'assainissement. Cette rencontre a permis de partager les expériences menées dans ce domaine à Madagascar, en Mauritanie et au Burkina Faso, préparant ainsi le démarrage des projets utilisant cette approche au Sénégal. L'atelier s'est conclu par une journée de restitution auprès des partenaires sénégalais et mauritaniens du secteur de l'assainissement. Il a également abouti à une publication des leçons tirées de cet atelier (*Marketing de l'assainissement : le « social business » au plus près des besoins locaux*, voir p.43).

Les Objectifs de développement durable, entrés en vigueur en janvier 2016, réaffirment que l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et la gestion des déchets sont essentiels pour le respect de la santé et la dignité des personnes. Il ne s'agit pas simplement d'assurer un accès universel ; il faut aussi garantir son équité. Malgré les progrès observés, les besoins restent énormes, tant en termes de quantité que de qualité de service.

Le Gret agit depuis plus de 30 ans pour accompagner l'accès équitable, durable et de qualité aux services essentiels que sont l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et la gestion des déchets dans les pays du Sud. Quels que soient les schémas techniques et de gouvernances proposés, le Gret considère ces trois domaines selon un point de vue technique mais aussi social, afin de proposer des solutions en adéquation avec les problématiques locales.

Cette approche des services essentiels est fondée sur trois principes corrélés : le renforcement des acteurs, privés comme publics, dans leurs capa-

cités à mener leurs missions (maîtrise d'ouvrage, gestion et régulation des services) ; l'organisation de modes de gouvernance inclusifs pour ces services ; et enfin, le développement de solutions techniques cohérentes avec le contexte local.

Les équipes du Gret font appel à des savoir-faire variés, de l'ingénierie technique à l'intermédiation sociale, en passant par l'appui aux entreprises ou l'animation de processus de contractualisation. Ces compétences étendues leur permettent d'accompagner

les acteurs des services d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement et de gestion des déchets dans leurs missions – de la planification stratégique à la régulation des services, en passant par la défense des usagers ou la gestion. Les moyens mobilisés allient gestion de projets pluriannuels, études et expertises, participation à des réseaux et production de connaissances. ■

www.gret.org/themes/eau-potable-assainissement-dechets



Gestion des ressources naturelles et énergie

↑ SÉCHAGE DU BIOCHARBON TYPHA DANS LE VILLAGE DE RONKH AU SÉNÉGAL © Claire Labat

10 PAYS D'INTERVENTION Brésil | Burkina Faso | Cambodge | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | République démocratique du Congo | Sénégal | Vietnam

EXEMPLES DE PARTENAIRES Barefoot College | Cirad | Conservation International (CI) | IRD | Parc national du Diawling | Université Gaston Berger | Wildlife Conservation Society

Depuis près de 30 ans, le Gret défend et promeut des trajectoires de développement responsables, respectueuses de l'environnement et adaptées aux défis du changement climatique. Ses projets mettent en œuvre des approches durables et participatives visant l'amélioration de la gouvernance, l'équité dans les chaînes de valeur et la préservation des écosystèmes.

Gestion des ressources naturelles

11 projets et expertises en cours en 2016, impliquant 115 000 personnes

L'érosion de la biodiversité, tout comme l'aggravation des étiages et des inondations, est bien souvent la conséquence d'une exploitation inadaptée des milieux et de comportements prédateurs à l'encontre des ressources naturelles. Les changements climatiques s'ajoutent à ces menaces.

En l'absence d'outils réglementaires efficaces, lorsque la terre, l'eau et les ressources associées appartiennent officiellement à l'État, leur libre accès est encouragé. Les usagers sont désresponsabilisés et le risque de conflits est fort. Pour contrer cette dynamique néfaste,

le Gret agit pour une gouvernance locale des ressources naturelles, assurant leur durabilité et une plus grande équité entre les usagers. Ses équipes accompagnent la gestion des aires protégées, des forêts, des zones côtières et des ressources en eau. Parfois, elles proposent également l'instauration d'instruments économiques incitatifs.

Énergie

9 projets et expertises en cours en 2016, impliquant 315 000 personnes

1,6 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité et 3 milliards uti-

lisent le charbon et la biomasse pour la cuisine.

Le Gret agit pour l'accès à l'électricité et à la production de bioénergies, par le développement de solutions innovantes adaptées – charbon de Typha, plates-formes multifonctionnelles solaires, mini-réseaux hydro-électriques ruraux, etc. –, en favorisant les énergies renouvelables, un service public équilibré et le développement d'activités économiques. ■

www.gret.org/themes/ressources-naturelles-et-energie

ÉVALUATION DU 1^{ER} CONTRAT DE PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX À MADAGASCAR

» En 2016, le Gret, le C3EDM et l'Iddri ont réalisé l'évaluation du premier contrat de paiements pour services environnementaux (PSE) signé à Madagascar en 2013. Ce mécanisme a été mis en place dans la commune de Tolongoïna, dans le cadre d'un projet d'accompagnement à l'électrification rurale (Rhyvière, 2008-2013), suite au travail effectué par le Gret et l'IRD qui a permis la codéfinition, avec les usagers des terres du bassin versant, des services environnementaux qu'ils peuvent apporter aux usagers de l'électricité en aval.

L'évaluation montre que cette démarche participative doit être suivie d'un accompagnement régulier des structures de gouvernance du mécanisme, mais aussi d'un effort conséquent dans l'identification, le test et l'ajustement de solutions techniques aux changements de pratiques des agriculteurs.



Microfinance et insertion professionnelle

↑ FORMATION EN COUTURE DANS LE CADRE DU PROJET PARTAG AU CONGO © Samuel Pambou

9 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Cambodge | Congo | France | Mali | Mauritanie | Myanmar | Sénégal | Tanzanie

EXEMPLES DE PARTENAIRES ADG | Cerise | CGAP | Coopec-Resopp | Copas | CUN | Enda Graf Sahel | E-Sud | Foranim-Consult | Giac | Inap-FTP

Microfinance

10 projets et expertises en cours en 2016, impliquant 30 000 personnes

Depuis ses débuts, la microfinance s'attache à fournir des services financiers aux populations exclues du système bancaire traditionnel. À l'origine étroitement lié au microcrédit, le concept de microfinance a évolué pour répondre à l'enjeu plus global d'inclusion financière.

Le Gret œuvre en faveur de cette démarche depuis plus de 25 ans, en particulier dans le monde rural. Il intervient aussi bien en tant que créateur d'institutions de microfinance (IMF) qu'en assistance technique à des institutions existantes, autant en mise en œuvre de projets qu'en expertises ponctuelles et animation de réseau (via la gestion du Portail Microfinance).

Le Gret renforce les capacités de ses partenaires pour qu'ils puissent mener dans la durée leur mission d'inclusion financière des populations rurales défavorisées. La qualité de la gouvernance des institutions et leur adaptation au contexte socio-économique des zones d'intervention

sont primordiales. De même, le Gret est attaché à la préservation des performances sociales des IMF. Il est à ce titre membre fondateur et administrateur de Cerise, réseau d'échanges et de réflexions sur les pratiques responsables de microfinance.

Appui aux entreprises, formation et insertion professionnelles

11 projets et expertises en cours en 2016, impliquant 4 000 personnes

Depuis 30 ans, le Gret fournit des services d'appui aux petits opérateurs économiques du secteur informel, de l'artisanat et de l'agroalimentaire. Il intervient sur des aspects techniques et stratégiques (gestion, appui-conseil, information, formation), ainsi que sur la structuration de filières et d'organisations professionnelles.

Dans le domaine de la formation professionnelle, le Gret met en place des dispositifs de formation par apprentissage, adaptés au marché du travail local et en particulier au secteur infor-

www.gret.org/themes/microfinance-et-insertion-professionnelle

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET ACTION SOCIALE



» En 2016, le Gret a démarré l'étude de faisabilité d'un projet pour opérationnaliser la Politique nationale d'action sociale du Congo (PNAS). L'étude vise l'inclusion productive de personnes vulnérables par la formation

et l'appui à l'entrepreneuriat dans les zones de Brazzaville, Pointe-Noire et du Pool. « L'action s'appuie sur le travail des circonscriptions d'action sociale, afin de prendre en compte les contraintes plus larges auxquelles peut être confrontée la population cible, telles que l'accès aux soins ou encore des problématiques d'ordre familiales et sociales », indique Reïye Gandzounou, responsable du département Politiques sociales et citoyenneté du Gret. L'étude est réalisée en partenariat avec les bureaux de consultance Copas et E-Sud, sur financement de l'AFD et sous la maîtrise d'ouvrage du ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité du Congo.

mel et au monde rural, articulés avec l'enseignement formel existant.

Depuis 2008, il travaille en outre plus largement sur l'emploi des jeunes par l'accompagnement de leur parcours d'insertion. Il anime ainsi le portail de diffusion de connaissances Entreprendre au Sud. ■



Santé : nutrition et protection sociale

↑ VENTE MOBILE DE BOUILLIE FORTIFIÉE À MADAGASCAR © Johary Ratefy

10 PAYS D'INTERVENTION Bénin | Burkina Faso | Cambodge | Guinée | Haïti | Madagascar | Mali | Mauritanie | Niger | Sénégal

EXEMPLES DE PARTENAIRES Cambodian National Social Security Fund | IRD | Médecins du monde | Nutri'zaza | Terre des Hommes

25 projets et expertises en cours en 2016, impliquant 854 000 personnes

1 00 millions de personnes basculent chaque année sous le seuil de pauvreté pour cause de maladie. La malnutrition est responsable de la moitié de la mortalité infantile et laisse des séquelles à l'âge adulte pour un enfant sur deux. Elle est à la fois cause et conséquence de la pauvreté et du sous-développement. Afin de briser ce cercle vicieux malnutrition-maladie-pauvreté, le Gret agit pour améliorer la santé des popula-

tions vulnérables sur six piliers : la mise à disposition d'aliments locaux fortifiés de qualité produits en partenariat avec le secteur privé local ; la sensibilisation aux pratiques adaptées en termes d'alimentation, de soins materno-infantiles et de planification familiale ; l'amélioration de la qualité des services de santé par le renforcement des systèmes de santé communautaire ; le développement de dispositifs de protection sociale santé ; l'appui

à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques nationales en matière de nutrition, santé communautaire et protection sociale santé ; et enfin, l'appui à la mise en œuvre d'activités sensibles à la nutrition.

Le Gret intervient depuis 20 ans dans le domaine de la santé, particulièrement en santé materno-infantile. Le programme Nutridev, développé avec l'IRD depuis 1994, agit pour prévenir durablement la malnutrition en améliorant les pratiques d'alimentation, d'hygiène et de soins principalement chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de deux ans.

Depuis 1997, il déploie également des dispositifs de **protection sociale santé** pour protéger les personnes à faibles revenus contre le risque de dépenses de santé, véritable trappe à pauvreté. En s'insérant dans les politiques de couverture universelle santé, l'objectif est de favoriser et d'étendre la protection sociale santé aux populations non couvertes par les dispositifs classiques et aux populations vulnérables du secteur formel.

Le Gret mène des actions de terrain favorisant notamment le lien entre la communauté et les structures de santé de base. ■

www.gret.org/themes/sante-nutrition



LEVER LES BARRIÈRES FINANCIÈRES À L'ACCÈS AUX SOINS

» Dans le cadre du Programme d'amélioration de la santé maternelle et infantile (Pasm), coordonné par Médecins du Monde à Madagascar, le Gret développe des caisses de solidarité autour de quatre centres de santé de base pour la prise en charge du transport des femmes enceintes en cas d'évacuation vers l'hôpital. « L'année 2016 a permis de montrer qu'en élargissant la prise en charge du transport à l'ensemble des urgences, le taux de cotisation pouvait augmenter significativement (jusqu'à 41 %) si cette amélioration du service était couplée avec une implication forte de la commune, une collecte de la cotisation au sein des fokontany (villages) et une promotion renforcée auprès de la population », commente Christiane Rakotomalala, responsable du programme Santé pour le Gret à Madagascar. Ces enseignements ont pu être partagés dans le cadre d'un atelier d'échanges avec le ministère de la Santé malgache, afin d'anticiper l'intégration des caisses au mécanisme d'assurance santé qui sera progressivement développé à Madagascar.



Villes pour tous et décentralisation

↑ AMÉNAGEMENT DE VOIES DE CIRCULATION PIÉTONNIÈRE AU-DESSUS DE LA RAVINE MANJOIE À PORT-AU-PRINCE, HAÏTI © Sylvain Leynaud

4 PAYS D'INTERVENTION Congo | France (Guyane, Réunion) | Haïti | Sénégal

EXEMPLES DE PARTENAIRES Artélia, Fédération et associations Soliha, Groupe Huit, I Care & Consult | AAISC et Ville de Dolisie au Congo | Adema, ID et UCLBP en Haïti

9 projets et expertises en cours en 2016, impliquant 185 000 habitants

Trois milliards de personnes vivent dans les villes aujourd'hui. 80 % de la croissance urbaine provient des pays en développement. **En 2015, plus de 880 millions de personnes habitaient dans des « bidonvilles » d'après Onu-Habitat ; elles seront deux milliards en 2030.** Convaincu du rôle majeur des villes dans le développement et des besoins d'appui liés à l'urbanisation, le Gret agit depuis sa création dans la coopération au développement urbain (plus de 150 projets, 100 études et 50 publications). Il soutient les mécanismes de décentralisation qui redessinent les équilibres territoriaux au plus près des réalités sociospatiales et des acteurs de terrain. Il travaille dans les quartiers populaires centraux ou périurbains, dans des villes capitales moyennes (un million d'habitants) ou dans des villes secondaires aux côtés des acteurs locaux et nationaux.

Le Gret est guidé par une finalité : **lutter contre la relégation urbaine et assurer un droit à la ville pour le plus grand nombre, dans le cadre de modes de développement viables.** Cela passe par une meilleure recon-

naissance de la place des habitants pauvres dans la ville, des dynamiques et initiatives populaires dans les quartiers défavorisés, et une redistribution des investissements publics.

Dans les pays les moins avancés, notamment en Afrique subsaharienne, la priorité est la maîtrise de la croissance urbaine, de l'exode rural et l'accès aux services pour tous. Le

Gret agit pour la mise en place de démarches de planification urbaine, l'amélioration de l'habitat, l'accès aux services et le développement de l'emploi. Il combine solutions techniques adaptées, mécanismes de financement originaux et dispositifs institutionnels de gestion pluriacteurs afin d'inscrire les biens et services créés dans la durée.

Ses experts interviennent en master pour former les professionnels de demain (université Bordeaux Montaigne, École d'urbanisme de Paris, École des mines). ■

www.gret.org/themes/villes



INNOVER POUR RELEVER LE DÉFI DE L'HABITAT SPONTANÉ EN GUYANE

» La commune de Maripasoula, en Guyane française, compte 10 000 habitants et connaît un taux de croissance démographique de 7,6 %. L'habitat spontané y est majoritaire et en explosion. Le Gret et Soliha Mayotte ont réalisé pour la commune une étude préopérationnelle en vue du lancement de dispositifs d'aide à l'amélioration du parc existant et de construction neuve. « L'étude a permis de montrer que les dispositifs classiques sont largement inadaptés : d'une part car la majorité des ménages sont très modestes et n'ont pas accès au crédit ; et d'autre part car la filière formelle de fourniture de matériaux et de production de logements est quasi-inexistante. Nous avons conçu avec les acteurs locaux une stratégie d'intervention à partir d'outils innovants : LES-A (logement évolutif social en auto-construction partielle et encadrée, autoréhabilitation accompagnée pour les propriétaires occupants), Ogral (opération groupée d'amélioration légère de l'habitat), et RHS (résorption de l'habitat spontané) », explique Renaud Colombier, responsable de programme urbain au Gret.

ACTIVITÉS

Panorama des activités en 2016

» Les données statistiques concernent uniquement les pays dans lesquels le GRET a des équipes en 2016. Une activité peut concerner plusieurs pays.

AMÉRIQUE LATINE, CARAÏBES

BRÉSIL depuis 1988
1 salarié, 1 projet en cours en 2016, impliquant 500 personnes

HAÏTI depuis 1995
53 salariés
9 projets et 1 expertise en cours en 2016, impliquant 226 000 personnes

EUROPE

FRANCE depuis 1976
76 salariés
1 projet et 10 expertises en cours en 2016, impliquant 152 000 personnes

AFRIQUE, OCÉAN INDIEN

BURKINA FASO depuis 2003
53 salariés
6 projets et 2 expertises en cours en 2016, impliquant 240 000 personnes

CONGO depuis 2002
20 salariés
5 projets et 4 expertises en cours en 2016, impliquant 88 000 personnes

GUINÉE depuis 1995
1 salarié
3 projets et 2 expertises en cours en 2016, impliquant 41 000 personnes

MADAGASCAR depuis 1988
158 salariés
14 projets et 1 expertise en cours en 2016, impliquant 804 000 personnes

ASIE DU SUD-EST

CAMBODGE depuis 1988
54 salariés
5 projets et 3 expertises en cours en 2016, impliquant 240 000 personnes

LAOS depuis 2004
16 salariés
4 projets et 1 expertise en cours en 2016, impliquant 261 000 personnes

MYANMAR depuis 1995
190 salariés
15 projets et 1 expertise en cours en 2016, impliquant 85 000 personnes

VIETNAM depuis 1988
7 salariés
3 projets et 1 expertise en cours en 2016, impliquant 7 700 personnes

MAURITANIE depuis 1991
43 salariés, 12 projets et 2 expertises en cours en 2016, impliquant 219 000 personnes

NIGER depuis 2006
3 salariés
2 projets et 2 expertises en cours en 2016, impliquant 87 000 personnes

RDC depuis 1998
6 salariés
2 projets et 3 expertises en cours en 2016, impliquant 401 000 personnes

SÉNÉGAL depuis 1989
32 salariés, 12 projets et 5 expertises en cours en 2016, impliquant 109 000 personnes

TANZANIE depuis 2002
1 salarié, 1 projet en cours en 2016, impliquant 7 000 personnes

← FOUILLE POUR POSE D'UNE CONDUITE GRAVITAIRE DANS UNE RUELLÉ DE GUET NDAR, PROJET ACTING AU SÉNÉGAL © Khadim Diop

Zoom sur une sélection de projets

BRÉSIL



Gestion durable de la forêt et de la biodiversité dans l'État de l'Amapá (Geflo)

2012-2016 | Budget : 4,7 M€ | Financement : FFEM | Partenaires : Conservation International (CI), État de l'Amapá.

L'État de l'Amapá souhaite faire de Flota, une forêt d'État créée en 2006, un exemple de gestion durable au sein d'un corridor de biodiversité. Le Gret accompagne le gouvernement de l'État d'Amapá dans la consolidation de sa politique de conservation et de gestion de la biodiversité, et dans l'aménagement de cette forêt qui s'étend sur 2,4 millions d'hectares. En 2016, le dialogue avec la société civile s'est poursuivi et plusieurs actions ont été entreprises : le fonds fiduciaire

pour la gestion du corridor de biodiversité est devenu opérationnel, un second appel d'offres pour la sélection de concessionnaires forestiers a été lancé, et un livre du projet capitalisant ses réalisations a été diffusé. ■■

www.gret.org/les-pays/amerique-latine-caraibe/bresil

BURKINA FASO



La téléphonie mobile au service de la santé maternelle et infantile dans l'Est (Mobisan)

2015-2017 | Budget : 1,1 M€ | Financement : AFD, Fondation Bel | Partenaires : ABF, Apac Fandima, Djantoli, ministère de la Santé burkinabè, Onatel et Orange.

72 % des Burkinabè disposent d'un abonnement mobile : une opportunité pour améliorer la santé des communautés les plus reculées. Dans la province du Gourma, le Gret expérimente trois services de santé communautaire basés sur la téléphonie mobile : Djantoli, un service de suivi sanitaire continu à domicile des enfants de moins de 5 ans (444 abonnés actifs fin 2016); AlloLaafia, un service de sensibilisation sanitaire et nutritionnelle par

COMORES © Gret / BRÉSIL © Gret / CAMBODGE © Germain Priour

PRÉPARATION DU BEURRE DE KARITÉ PAR LES PRODUCTRICES DE LA PÉRIPHÉRIE DU PARC NATIONAL DE L'ARLY AU BURKINA FASO © Afaudeb



la diffusion de SMS, qui bénéficie de l'appui des deux principaux opérateurs mobiles de la région (4 000 abonnés en 6 mois, dont 41 % d'hommes); un suivi des référencements et du parcours de soins des enfants dépistés malnutris aigus lancé fin 2016 lors de la campagne de dépistage de la malnutrition menée dans la région Est du Burkina Faso. Des rencontres institutionnelles avec les différents acteurs sont également organisées régulièrement.

Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape)

2013-2016 | Budget : 1,2 M€ | Financement : Afaudeb, UE | Partenaires : Afaudeb, Conseil régional du Grand Est.

Les pressions négatives sur les aires protégées des Parcs de l'Entente (Bénin, Burkina Faso et Niger) s'accroissent. Afin de contribuer à la conservation de la biodiversité, le Gret et Afaudeb ont fourni un appui aux communautés villageoises riveraines des parcs afin de mettre en place, aménager et gérer huit nouvelles zones villageoises d'intérêt cynégétique (plus de 11 000 ha). Une étude sur l'évaluation de la gouvernance de la faune, de la pêche et du potentiel écotouristique, ainsi que la création de deux unions provinciales et d'une union régionale des groupements villageois de gestion de la faune, devraient favoriser un plaidoyer pour le transfert des compétences et des ressources dans le domaine de la faune et des ressources halieutiques. Les revenus de plus de 1 100 ménages ont été améliorés grâce à la construction d'une unité d'extraction d'huiles végétales à Pama et aux appuis fournis à une cinquantaine de groupements de transformation des produits forestiers non ligneux (karité, balanites, miel, etc.). ■■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/burkina-faso

CAMBODGE



Développement agricole à Siem Reap (Apici)

2014-2017 | Budget : 409 k€ | Financement : CG 92, Fondation Louis Dreyfus | Partenaires : CIRDA et Département de l'Agriculture de Siem Reap.

Depuis 2010, le Gret met en oeuvre le projet Apici (développement d'une agriculture durable pour l'agriculture familiale) en partenariat avec le CIRDA et le Département provincial d'agriculture de la région de Siem Reap.

Le projet a pour objectif d'intensifier et de diversifier la production agricole en mobilisant les techniques agroécologiques. Il s'agit d'augmenter les revenus des petits agriculteurs et de renforcer les organisations paysannes. Le projet a ainsi permis de construire 339 mares familiales pour améliorer l'accès à l'eau pour les activités agricoles.

Le Gret appuie la création d'organisations d'agriculteurs et facilite le développement des collecteurs locaux qui transportent les productions sur les marchés. Avec ce système, les collecteurs jouent un rôle clé pour relier la production locale aux marchés : 300 agriculteurs peuvent désormais accéder aux marchés plus facilement et voir leurs revenus augmenter significativement. Chaque mois, 80 tonnes de légumes sont ainsi écoulées sur les marchés locaux.

Maîtrise et développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement à Kampot (Madeau)

2013-2016 | Budget : 436 k€ | Financement : AESN, Ville de Paris | Partenaires : KWS, PDPWT.

Kampot, ville touristique du sud, connaît des disparités fortes entre centre urbain et périphéries rurales, au détriment des populations les plus modestes.

Le Gret a travaillé avec la Régie des eaux de Kampot (KWS) et les partenaires publics afin de renforcer la maîtrise technique et l'extension du réseau d'eau potable, de tester des solutions adaptées d'assainissement et de promouvoir le dialogue entre les acteurs.

Entre 2012 et 2016, la Régie des eaux de Kampot au Cambodge a raccordé 1 500 ménages supplémentaires, dont 228 foyers pauvres. La consommation électrique a été réduite de 12 %, celle d'intrants de 30 %, et 98 % des usagers semblent satisfaits de la qualité de l'eau. 682 dispositifs d'assainissement ont été vendus à travers des démarches marketing, dont 45 % à destination de ménages modestes.

« Les innovations apportées par le projet mériteraient d'être pérennisées, car l'économie des services reste malgré tout fragile », souligne le chef de projet, Sin Khanndarith. ■

www.gret.org/les-pays/asia-du-sud-est/cambodge

VIDAGE DES MOTO-BENNES
À L'AIRE DE TRANSIT DES ORDURES
MÉNAGÈRES DE DOLISIE, CONGO
© Renaud Colombier

CONGO



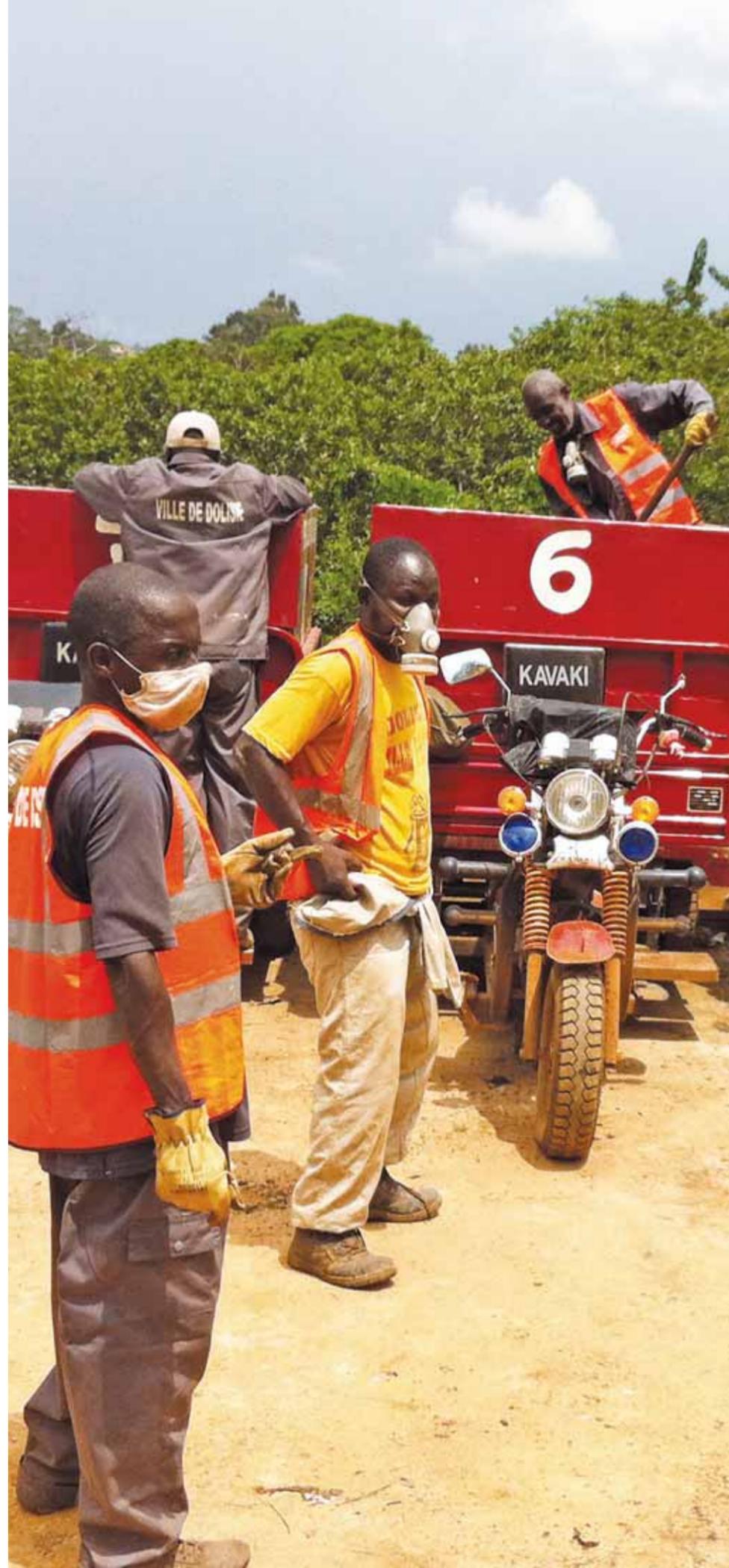
Appui à la filière privée et associative de la précollecte des déchets à Brazzaville (Filipa)

2014-2018 | Budget : 1,4 M€ | Financement : AFD via la Délégation générale aux Grands travaux (C2D) | Partenaires : Mairie de Brazzaville et mairies d'arrondissement.

Le Gret accompagne la Mairie de Brazzaville pour intervenir sur le secteur de la précollecte des déchets, en proposant des solutions d'encadrement et de régulation et en élargissant la zone de couverture. Les mairies délivrent des autorisations d'exercer ce service aux opérateurs de précollecte (OPC), souvent informels.

Le Gret les accompagne par des formations sur leurs droits et devoirs, sur les risques sanitaires et sur la gestion de leur activité. À l'avenir, un fonds d'équipement permettra d'influer sur leurs performances techniques, tandis que des activités de marketing viseront à accroître le nombre de clients.

« Les autorités locales, les OPC et l'opérateur privé chargé de la collecte dialoguent désormais, chacun trouvant un intérêt pour l'exercice de ses activités. La délivrance d'autorisations d'exercer le service de précollecte témoigne de la reconnaissance de l'intervention des OPC », explique Marie Guillaume, chef de projet.



Microprojets communaux et associatifs à Brazzaville (Micab II)

2012-2016 | Budget : 1,3 M€ | Financement : AFD, UE | Partenaires : AAISC; mairies d'arrondissement de Makélékélé, Baongo, Talangai et Mfilou-Ngamaba.

L'accès aux services de base à Brazzaville reste très insatisfaisant. Le Gret a mis en œuvre le projet Micab II dans quatre arrondissements de la capitale : Makélékélé, Baongo, Talangai et Mfilou-Ngamaba. Il a accompagné les acteurs locaux à mettre en débat des problématiques sectorielles et à définir des priorités sous la forme de plans d'action sectoriels concertés (Pasco). 36 structures locales – comités de quartiers, organisations de la société civile ou services déconcentrés – ont bénéficié d'un appui technique et financier afin d'améliorer leur capacité d'action et de mettre en œuvre des projets au bénéfice d'environ 26 000 habitants dans différents domaines : amélioration des voiries, éclairage public, équipement des bibliothèques, drainage des eaux pluviales, sensibilisation des jeunes, etc. Un dispositif de renforcement des capacités, combinant outils ciblés et personnalisés et appuis collectifs, a accompagné toute la démarche.

Projet d'appui au secteur artisanal via le renforcement du Giac (Partag)

2015-2018 | Budget : 1,5 M€ | Financement : AFD, UE.

À travers le projet Partag, le Gret renforce les capacités du Groupement interprofessionnel des artisans du Congo (Giac), un réseau créé en 1996 qui regroupe 600 artisans, afin qu'il contribue durablement au développement économique des entreprises artisanales et à l'accès des apprentis à la formation et à l'emploi.

À mi-parcours, plusieurs avancées sont à noter : un diagnostic du Giac a été réalisé, assorti d'un plan d'action sur 10 ans; des services d'accompagnement à la gestion, ainsi qu'une centrale d'achat visant à faciliter l'accès des artisans aux intrants sont désormais opérationnels; un cadre de concertation pluriacteurs a été mis en place pour faciliter le dialogue sur les questions relatives à l'artisanat. Un centre de formation a également été créé au sein du Giac, dans lequel une première promotion de 44 jeunes a été préparée au CAP, avec un taux de réussite de 80 %. « Le Giac est désormais considéré comme un avant-gardiste de la certification de l'apprentissage et de la formation continue dans le secteur de l'artisanat au Congo », explique Serge-Alain N'Tsakala, président du Giac. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/congo

FRANCE



Gestion et diffusion des savoirs avec le Portail Microfinance

Depuis 2015 | Budget : 96 k€ sur la phase en cours | Financement : Banque mondiale | Partenaire : CGAP.

La gestion des savoirs permet d'apprendre et d'innover de manière

adéquate pour mieux répondre aux besoins des populations pauvres. Le Gret et le CGAP travaillent ensemble depuis 2005 à la diffusion de connaissances sur l'inclusion financière, via l'édition du Portail Microfinance.

Ce site est la référence documentaire francophone en matière de microfinance. « *La complémentarité de nos savoir-faire d'opérateur de projets de terrain et d'organisme de recherche est une plus-value pour faire évoluer les pratiques et les politiques en matière de finance inclusive* », témoigne Élodie Goullat, experte Inclusion financière au Gret.

Le Portail de la Microfinance permet d'accéder à plus de 10 000 publications sur 38 thèmes, des informations clés sur les pays et les régions, des opportunités d'emplois, un calendrier des événements, etc. Il offre du contenu en quatre langues et reçoit plus d'un million de visites par an. En 2016, le Portail a noué des partenariats avec cinq nouvelles organisations afin de rendre toujours plus accessibles les pratiques du secteur : www.microfinancegateway.org/fr

Étude sur la cohérence des politiques avec le développement : le cas de l'Accord de partenariat économique avec l'Afrique de l'Ouest

2016-2017 | **Budget** : 58 k€ | **Financement** : ministère français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

En 2016, le Gret a débuté une étude sur la cohérence avec le développement de l'Accord de partenariat économique (APE) en cours de signature avec l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'identifier les risques de conflit entre, d'une part, la promotion des filières agroalimentaires françaises suite à l'APE, et d'autre part le développement régional et la sécurité alimentaire des pays ouest-africains. L'objectif étant, à partir d'études de cas dans la région, de proposer une méthodologie et une grille

d'analyse pour identifier ce type de conflits. La première partie de l'étude réalisée en 2016 a permis d'identifier les principaux groupes de produits pour lesquels un risque de conflits existe, à savoir : le lait, les produits laitiers, le blé et les produits locaux substituables. Sur cette base, il a été convenu de réaliser deux études de cas en 2017, l'une portant sur la Côte d'Ivoire et l'autre sur le Sénégal. ■

www.gret.org/les-pays/europe/france



Projet d'appui à la reconstruction et à l'aménagement de Desprez (Parad)

2014-2017 | **Budget** : 6,2 M€ | **Financement** : Oxfam, UE | **Partenaire** : Oxfam.

Le projet vise la reconstruction post-séisme et l'aménagement du quartier de Desprez, à Port-au-Prince, où la majeure partie de la population vit dans des conditions très précaires. Parad contribue à l'amélioration durable des conditions de vie des habitants en utilisant différents leviers : élaboration d'un document de planification urbaine du quartier, travaux d'aménagements urbains (voiries, espaces publics), appui aux initia-



tives économiques, travaux de mitigation des risques (aménagement de ravines, éclairage public), amélioration de l'accès aux services, renforcement des capacités des organisations locales, appui des ménages dans la reconstruction de leur maison. « *Parad favorise également l'amélioration de l'habitat par la promotion d'opérations d'habitat groupé porteuses d'un renforcement de l'urbanité dans le quartier* », précise la cheffe de projet, Odile Reiher.

Projet Timama

2016-2018 | **Budget** : 860 k€ | **Financement** : AFD | **Partenaires** : Acted, EMI, ID, MdM, SOE, Sofa.

Malgré les progrès des dernières années, le taux de mortalité maternelle reste élevé en Haïti avec 350 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes selon l'OMS. Les principaux obstacles aux services de santé sont leur rareté, leur coût et les connaissances limitées en matière de santé. Dans ce contexte, le Gret contribue depuis janvier 2016 au projet Timama (en consortium, conduit par Médecins du Monde) qui a pour objectif d'améliorer l'accès et la qualité des soins en santé sexuelle et reproductive via le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs de la pyramide sanitaire. Au sein de ce projet, le Gret intervient sur le renforcement du système de santé communautaire et la mise en place d'activités d'éducation à la santé. Un dispositif de transferts monétaires pour les femmes enceintes sera également testé dans deux centres de santé afin de réduire la barrière financière au cours de la grossesse et de l'accouchement, barrière qui s'est renforcée fin 2016 suite au passage du cyclone Matthew. ■

www.gret.org/les-pays/amerique-latine-caraibe/haïti

← STATION D'ÉPURATION AVEC FILTRE À ROSEAUX À VIENTIANE, LAOS © Gret

LAOS



Gestion des boues de vidange à Vientiane

2015-2018 | **Budget** : 1,2 M€ | **Financement** : AESN, AIMF, Bureau de gestion des services de la ville de Vientiane, Siaap | **Partenaire** : WTA.

Le marché de la vidange des fosses septiques est en plein essor à Vientiane mais les dépotages sauvages des boues non traitées engendrent des risques sanitaires et environnementaux pour les habitants de la capitale. Afin de faire face à ces défis, le Gret et WTA proposent d'accompagner la municipalité à travers la construction d'une station de traitement des boues d'une capacité supérieure à 36 000 m³ annuels, l'accompagnement et le renforcement du marché de la vidange et la création d'outils de régulation et de communication adaptés afin de promouvoir les bonnes pratiques.

En 2016, les études préalables de la station ont été finalisées ; les travaux ont ainsi pu débuter en avril.

« *La confiance et le dialogue s'instaurent peu à peu entre les acteurs pour améliorer l'assainissement de la capitale et mieux affronter les défis d'urbanisation de la ville* », souligne Vilayvone Chanthaly, directrice du bureau de gestion des services de la ville de Vientiane (ex-Vudaa).

Développement de mini-réseaux d'eau potable (Mirep)

2005-2017 | **Budget** : 5,1 M€ sur la phase en cours | **Financement** : AESN, AFD, Aquassistance, coopération australienne, Gouvernement lao, entrepreneurs locaux, Sedif, UN-Habitat, Ville de Paris | **Partenaire** : Fondation East Meets West.

Avec l'appui du Gret, les autorités publiques laotiennes ont défini et testé un modèle de gestion des services d'eau basé sur le partenariat public-privé pour étendre l'accès à l'eau dans les villes émergentes du pays, avec l'objectif de fournir de l'eau potable à 80 % de la population urbaine d'ici 2020.

Depuis le démarrage du projet, onze services d'eau sont opérationnels et sept sont en cours de réalisation. À terme, 70 000 personnes bénéficieront d'un accès à l'eau potable.

En 2016, six contrats de concession ont été signés entre les autorités locales et les futurs opérateurs privés. Les chantiers ont démarré par la suite. En parallèle, le Gret a organisé des sessions de sensibilisation des communautés et appuyé les autorités locales dans le développement d'outils de régulation des services d'eau. « La mobilisation très forte des autorités provinciales autour du modèle de gestion des services d'eau reposant sur les partenariats publics-privés locaux est un facteur clé de réussite du projet », explique Touy Phommalin, socio-économiste au Gret. ■

www.gret.org/les-pays/asié-du-sud-est/laos

→ SÉANCE DE SUIVI DE LA CROISSANCE DES JEUNES ENFANTS À MADAGASCAR © Gret

MADAGASCAR



Actions intégrées en nutrition et en alimentation (Aina)

2015-2017 | **Budget** : 1,5 M€ | **Financement** : FAO, UE | **Partenaires** : AIM, Care, Fida, Icco, PAM, WHH.

L'objectif du projet Aina est d'améliorer la production agricole et les pratiques nutritionnelles dans les régions de l'Anosy et de l'Androy, afin de réduire la proportion de la population souffrant de la faim. Ses activités, à destination de 74 000 ménages et 71 000 enfants de moins de 5 ans, s'articulent notamment autour de la multiplication et de la diffusion de semences et de matériel végétal résistants aux conditions locales, de la formation participative des paysans, de la formation et sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles, et de la promotion et diffusion des aliments de compléments.

En 2016, le CTAS, partenaire technique du Gret, a produit 99 tonnes de semences. Il est devenu obtenteur et mainteneur de 37 variétés locales homologuées dans les systèmes de semences de qualité déclarée. 15 000 ménages sont déjà engagés dans les pratiques agroécologiques basées sur l'usage de ces variétés.

Les activités agricoles d'Aina se poursuivront à travers le projet Asara jusqu'en 2018; celles de nutrition jusqu'en 2017, à travers Aina 2.



Améliorer les conditions de vie et appuyer la gestion concertée des ressources naturelles marines et terrestres (Fihavotana)

2015-2018 | **Budget** : 979 k€ | **Financement** : AFD, Cartier Charitable Foundation, Darwin Initiative, Find, The Leona M. and Harry B. Helmsley Charitable Trust | **Partenaires** : Cirad, Fofifa, WCS.

Les écosystèmes uniques de la Réserve de biosphère de Mananara Nord (RBMN) sont menacés par les effets conjugués de la croissance démographique, du manque de terres arables et d'emplois stables, du trafic illicite de bois et de la faiblesse des institutions. Sur six communes et 23 villages, plus de 100 paysans pilotes testent et diffusent des techniques agricoles améliorées. Au total, plus de 300 personnes y ont été formées. Le Gret s'appuie sur la cohésion sociale des communautés locales pour construire des projets partagés de gestion des ressources naturelles et foncières. « Nous travaillons actuellement à la clarification des règles sur la gestion contractualisée des forêts, pour renforcer la collaboration entre communautés et pouvoir public », précise Manuel Linot, chef de projet.

Mise en place de mécanismes durables de développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement (Méddea II)

2013-2017 | **Budget** : 3,5 M€ | **Financement** : UE, Fonds Suez initiatives, Région Nord-Pas-de-Calais, Sedif, Grand Lyon, communes d'intervention | **Partenaires** : ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène; communes; opérateurs privés.

À Madagascar, les services améliorés d'eau potable et d'assainissement ne touchent qu'une part extrêmement faible de la population : en 2015, seuls 7 % avaient accès à un réseau d'eau potable et 12 % étaient équipés de toi-

lettes améliorées. Ces chiffres ont un impact sur la santé publique, et particulièrement sur la mortalité infantile (taux élevé de 5 % en 2015). Dans la continuité du projet Méddea I (2008-2012), le Gret a étendu son intervention auprès d'une quinzaine de communes rurales réparties dans cinq régions. En accompagnant les communes à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage, le Gret participe à la mise en place de 12 nouveaux réseaux d'eau potable dont la gestion est confiée par appel d'offres à des petits opérateurs privés. 25 sanimarchés organisés en réseau, appelés Diotontolo, ont produit, vendu et installé plus de 4 500 toilettes hygiéniques. « La professionnalisation du métier de gestionnaire, ainsi que le passage à l'eau payante, demandera une phase d'accompagnement des acteurs », souligne le chef de projet Mamisoa Andriamihaja. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/madagascar

MAURITANIE



Appui à la société civile en Adrar (Asca)

2015-2016 | **Budget** : 347 k€ | **Financement** : UE | **Partenaire** : RPC.

En Adrar, le Gret participe au développement de la société civile.

272 personnes ont ainsi été formées sur neuf thèmes, dont la gestion. 55 organisations, dont 36 féminines, ont été appuyées dans leur structuration et accompagnées dans la création de synergies avec les autorités. 29 microprojets portés par ces organisations ont été financés dans l'éducation, l'agriculture et l'artisanat. « *L'adaptation aux contextes et aux réalités du terrain est la clé pour tout appui efficient* », explique Kane Mamadou, chef de projet.

Asca s'est achevé en novembre 2016. Toutefois, la mise en place de la maison de la société civile, véritable centre de ressources et d'échanges, participe à la pérennisation de l'action. Parallèlement à ces actions de terrain, le Gret a initié une réflexion avec des ONG locales et internationales afin de développer une nouvelle approche, plus durable et plus efficace en matière d'appui à la société civile. Une première ébauche a été partagée avec l'Union européenne et l'État mauritanien.

Conserver la biodiversité du Parc national du Diawling par la gestion durable et participative

2015-2019 | Budget : 913 k€ | Financement : BACoMaB, Fondation Ensemble, Fondation Mava | Partenaire : PND.

Le Parc national du Diawling a été créé en 1991 pour compenser la modification des régimes hydriques engendrés par la construction du barrage de Diama, à l'embouchure du fleuve Sénégal. Le parc tente de réhabiliter les écosystèmes, notamment grâce à des dispositifs de gestion des inondations. Les actions engagées ont déjà permis à la zone de redevenir un site majeur pour la nidification des oiseaux, et plus particulièrement pour les espèces migratrices.

Le Gret accompagne le parc dans la mise en œuvre de son Plan d'aménagement et de gestion visant la conser-

vation et la restauration de la biodiversité, le partage de la gouvernance avec les populations locales et la valorisation économique des ressources naturelles au profit des villageois. En 2016, 111 femmes et 76 élèves ont planté 10 000 plants de *sporobolus* et récolté 400 kg de cette graminée utilisée pour confectionner des nattes; la cueillette de fleurs de nénuphars a quant à elle permis de produire 6 550 kg d'un couscous apprécié pour son goût et ses vertus nutritives.

Améliorer la résilience des populations vulnérables en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Resanut)

2014-2017 | Budget : 1,6 M€ | Financement : UE | Partenaires : AGIRabcd, Communes d'Arar, d'Arr et d'Ould M'Bonny.

La région du Guidimakha, en Mauritanie, est caractérisée par de forts taux de prévalence de la malnutrition aiguë et chronique (8 % et 19 %). Malgré d'importantes potentialités agricoles, les productions couvrent à peine 20 % des besoins alimentaires de base des plus pauvres. Le Gret et ses partenaires travaillent donc au renforcement de la résilience des populations face aux chocs climatiques et à la prévention de leurs impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

En 2016, 600 mères ont bénéficié de transferts monétaires et alimentaires pendant la période de soudure. Plus de 4 500 paysans – dont 95 % de femmes – ont vu leurs capacités renforcées (formation technique, conseil agricole, intrants, etc.) et ont diversifié leur production maraîchère. 33 points de vente de farine Misola ont par ailleurs été mis en place, et 9 500 mères sensibilisées sur les bonnes pratiques alimentaires. ■■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/mauritanie



MYANMAR



Adaptation au changement climatique et innovation agricole dans la Dry Zone

2015-2018 | Budget : 930 k€ | Financement : Cartier Charitable Foundation, Find.

Le projet actuellement mis en œuvre dans les districts de Monywa et de Yinmabin couvre 75 villages et cible 2 540 petits paysans pauvres soumis aux effets délétères du changement climatique – sécheresses intenses ou fortes pluies imprévisibles.

À travers des actions d'appui agricole et de renforcement des services techniques et de formation, le Gret cherche à accroître leur résilience. Les principales activités consistent en la mise en place de mesures anti-érosives sur les sols, ce qui entraîne une amélioration de leurs revenus et du milieu environnant. Par ailleurs, un suivi régulier en conseil de gestion augmente la capacité des petits paysans à mieux s'adapter aux changements, tout en les encourageant à utiliser des intrants et des techniques soucieuses de l'environnement. L'étroite collaboration coordonnée par le Gret entre les services agricoles, les centres de recherche et l'université agricole joue un rôle moteur afin que leurs pratiques soient en harmonie avec les conditions de travail des agriculteurs.

Création d'une institution de microfinance dans la Dry Zone

2013-2019 | Budget : 3,1 M€ | Financement : Lift.

Ce projet de création d'une institution de microfinance (IMF) dans la région de Sagaing s'appuie sur les deux décennies d'expérience capitalisées à travers le développement d'une initiative similaire dans l'État du Chin. L'IMF en cours de création dans la Dry Zone est appelée à devenir une institution financière de droit local, apte à

Projet d'eau potable et d'assainissement dans un quartier de Mandalay

2016-2019 | Budget : 2,5 M€ | Financement : AFD | Partenaire : Suez Consulting.

L'arrondissement d'Amarapura est intégré depuis 2011 au périmètre de la ville de Mandalay, responsable d'y assurer la fourniture des services urbains. Les infrastructures hydrauliques y sont cependant très peu développées et le nombre de connexions dans les zones déjà couvertes par les réseaux est très limité. Dans ce cadre, le projet a pour objectif d'étendre la desserte en eau à 2 000 habitations supplémentaires grâce à la construction et à la rénovation d'infrastructures, la promotion des raccordements et la mise en œuvre d'une politique sociale de l'eau visant à favoriser l'accès au service pour tous. Le Gret et son partenaire appuient également la municipalité pour l'amélioration de la qualité du service, notamment à travers le développement d'outils de gestion technique et commerciale. « *L'amélioration des performances du service doit aller de pair avec les mesures incitatives au raccordement des ménages afin d'assurer la qualité et la pérennité du service fourni aux habitants* », précise ainsi Thibaut Le Loc'h, chef de projet.

← COLLECTE DU NÉNUPHAR PAR LES ARTISANES DU PARC NATIONAL DU DIAWLING, UNE FILIÈRE APPUYÉE PAR LE GRET (MAURITANIE) © M. Abdallah

proposer des crédits aux populations vulnérables de la région. Fin 2016, le projet soutenait 8 600 emprunteurs dans les municipalités de Budalin, Monywa et Yinmabin.

En cours d'année, le Lift a renouvelé sa confiance au Gret en étendant son partenariat jusqu'en juin 2019. « *Le projet se doit de délivrer des services financiers responsables et d'adopter des pratiques adéquates en termes de gouvernance d'entreprise, avec une vision élargie et une mission précise. En gardant toujours à l'esprit son principal objectif : aider les populations pauvres à sortir du cycle de la pauvreté et améliorer leurs conditions d'existence* », témoigne U Win Naing, directeur général de cette future IMF. ■■

www.gret.org/les-pays/asié-du-sud-est/myanmar

NIGER



Analyse documentaire sur l'alimentation de complément des enfants de moins de deux ans

2016 | Budget : 10 k€ | Financement : Unicef.

Réalisée entre juin et décembre 2016, l'analyse documentaire de l'alimentation de complément des enfants de

moins de deux ans a permis de dresser un état des lieux des connaissances sur les déterminants de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant au Niger. Il a permis aux acteurs humanitaires et étatiques de connaître les écarts existants en matière de connaissance sur la prévention de la malnutrition par l'utilisation rationnelle des disponibilités alimentaires – au sein des ménages, sur les marchés locaux et à l'état sauvage.

Les conclusions de cette étude font ressortir la nécessité de disposer d'un livret national de recettes alimentaires prenant en compte les spécificités ethniques, ainsi que les disponibilités par région et la saisonnalité de cette disponibilité. Deux autres aspects ont également été identifiés : la nécessité de mener des études anthropologiques ciblant spécifiquement l'alimentation infantile comme sujet d'étude, mais aussi d'intégrer une démarche de recherche-action dans les projets.

Guide pour la sécurisation foncière des aménagements hydroagricoles

2016 | Budget : 20 k€ | Financement : GWI (UICN et IIED), via la Fondation Howard G. Buffett | Partenaire : Onaha.

Les périmètres irrigués (PI) du Niger n'ont pas fait l'objet de procédures attestant du statut juridique des terres, ainsi que des droits des attributaires. Avec la pression démographique et la rarefaction des ressources, cette informalité, où les arrangements sont faits « à l'amiable » entre l'État et les détenteurs traditionnels de droits coutumiers, crée une insécurité juridique à la fois pour l'État et pour les producteurs.

En 2014, l'Office national des aménagements hydroagricoles (Onaha) s'est donc lancé dans un processus visant à expérimenter, formaliser, puis généraliser une démarche de sécurisation



foncière des PI existants et futurs, à partir d'une opération pilote menée sur le site de Namardé Goungou. Le travail de capitalisation de cette initiative, dont la parution est prévue en 2017, a été accompagné par le Gret et s'est traduit par un guide offrant des outils et repères à l'Onaha pour étendre cette démarche à l'ensemble des PI du Niger.

Programme d'appui à la sécurité alimentaire des ménages (Pasam-tai)

2014-2016 | Budget : 399 k€ | Financement : USAID | Partenaires : CRS, Icrisat, Mairies de Mayahi et Matameye.

Le projet Pasam-tai contribue à renforcer la sécurité alimentaire des ménages nigériens. En 2016, il a permis la mise en place de deux unités de production de farines infantiles à Matameye et à Mayahi. Des groupements de femmes ont ainsi été sélectionnés pour produire la farine, mais aussi pour la commercialiser à travers un modèle économique inclusif. Ces unités de production constituent un noyau important dans le développement économique local ; en effet, ce sont les seules unités industrielles dans les localités concernées.

Au total, en 2016, le Niger disposait de sept unités de production de farine infantile. Celles-ci ont produit et commercialisé environ 77 tonnes de farines, soit un peu moins de 13 millions de repas à base de farines infantiles fortifiées, et permis de créer des emplois pour plus de 125 femmes. ■■

www.gret.org/les-pays/africé-ocean-indien/niger

← NETTOYAGE ET TRI DU PETIT MIL PAR LES PRODUCTRICES DE L'UNITÉ DE PRODUCTION GARIN YAARA DE MAYAHI, NIGER © Gret

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Agroforêts pour le développement de Kipushi (Afodek)

2012-2017 | Budget : 3,1 M€ | Financement : CPP, UE | Partenaires : CPP, Nature+.

Le projet Afodek a permis de mettre en place un périmètre agroforestier de 2 200 hectares dans la province du Katanga. La gouvernance de cet espace est assurée par les exploitants agroforestiers de Kipushi, à travers dix associations elles-mêmes rassemblées au sein d'une structure appelée Capak. Celle-ci effectue un suivi des activités agroforestières, gère les avertissements et les exclusions des exploitants et s'implique dans la résolution des problèmes fonciers aux côtés des autorités coutumières et administratives. « *La Capak s'est également engagée fin 2016 dans le processus de transfert à son nom des titres fonciers déjà acquis sur 1 200 hectares par le partenaire local du projet* », précise Emmanuel Inakiluba Mwansa, président de la Capak.

En 2016, les familles d'exploitants ont planté des acacias sur 130 nouveaux hectares, et 34 volontaires ont pu construire chacun une maison dans le périmètre grâce à la mise à disposition de matériaux. Les premières plantations sont à présent âgées de trois ans, fleurissent et abritent champignons et chenilles comestibles.

Étude diagnostic sur la pauvreté et l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène

2016-2017 | Budget : 560 k€ | Financement : Banque mondiale | Partenaires : Cabinet Experts, Hydroconseil.

L'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène est un défi majeur pour la RDC. Les taux sont parmi les plus faibles au monde et les inégalités d'accès entre zones urbaines et rurales, entre provinces, et entre ménages riches et pauvres sont considérables. Pour identifier les goulots d'étranglement limitant l'accès des 2/5^e les plus pauvres, la Banque mondiale a souhaité conduire une étude de grande ampleur confiée au groupement Hydroconseil-Gret-Cabinet Experts.

Le Gret était responsable de la conduite des enquêtes qualitatives (6 000 conduites au total) et de l'identification du chef de mission. Des groupes de discussion dirigés ont été organisés, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, et plusieurs personnes ressources ont été interviewées. Selon Mathieu Le Corre, le chef de mission : « Les données collectées dans le cadre de cette enquête de grande ampleur devraient nous permettre de concevoir des programmes mieux ciblés. »

Accompagnement à la mise en œuvre de la stratégie de commercialisation et d'accès au marché des produits agricoles (Prodadekk)

2016-2017 | Budget : 104 k€ | Financement : CTB.

Financé par la coopération technique belge, le projet Prodadekk vise à réduire le déficit alimentaire et la pauvreté dans les provinces du Kwilu et du Kwango par la relance durable du secteur agricole. La zone d'intervention est particulièrement étendue, avec de nombreux interlocu-

teurs administratifs et économiques et 22 unions appuyées. En apportant son assistance technique, le Gret accompagne la mise en œuvre de la stratégie de commercialisation et d'accès au marché des produits agricoles. L'objectif spécifique étant d'élaborer, avec l'équipe projet et ses partenaires, une méthodologie de commercialisation des produits agricoles (manioc, maïs, légumineuses) et de leur matériel végétal, de la mettre en œuvre et de l'accompagner pour assurer aux producteurs un véritable accès aux marchés. Le Gret leur fournit un appui afin qu'ils élaborent des stratégies de commercialisation, qu'ils révisent les plans d'affaires de leurs centres de transformation et de leurs entrepôts ; il les accompagne également dans la gestion des infrastructures. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/rdc

SÉNÉGAL



Assainissement concerté total et intégré du quartier de Guet Ndar (Acting)

2013-2018 | Budget : 2,7 M€ | Financement : AESN, CG27, MAEDI, UE, Ville de Saint-Louis | Partenaires : ADC, Onas.

À Saint-Louis, dans le quartier de Guet Ndar, les conditions d'assainissement



sont particulièrement précaires. Plus de la moitié des ménages n'ont pas accès à des installations sanitaires améliorées. Le projet Acting vise à mettre en place un service d'assainissement durable dans ce quartier, notamment à travers un réseau collectif desservant 13 000 personnes.

Au-delà des infrastructures, qui s'intègrent dans un schéma de gestion et de financement durable, le projet cherche à sensibiliser les habitants, à mettre en œuvre une stratégie de marketing pour favoriser le raccordement des ménages et à renforcer les capacités des acteurs locaux pour une gestion durable du service. Après plus d'un an d'études, les travaux ont démarré en novembre 2016, pour une durée de 12 mois, dans un contexte de fortes contraintes de réalisations (proximité de la nappe phréatique, densité de l'habitat).

Offre de services intégrés en milieu rural pour l'inclusion sociale au Sénégal (Osiris)

2015-2018 | Budget : 5 M€ | Financement : Cedeao, UE | Partenaires : ADG, Cnaas, Coopec-Resopp, Gram, Resopp.

Le Gret a démarré en 2015, avec la coopérative sénégalaise d'épargne et de crédit Coopec-Resopp, un projet d'offre de services intégrés pour une meilleure inclusion sociale des populations rurales vulnérables. En lien étroit avec ses cinq partenaires, il facilite l'accès de 600 000 personnes à des mécanismes favorisant leur inclusion sociale et économique. Après avoir été sensibilisées aux notions d'inclusion et d'exclusion sociale, les exploitations familiales de huit régions du Sénégal devraient, d'ici la fin du projet, accéder à des paquets de services financiers (couplage

crédit-assurance santé et agricole accompagné d'une sensibilisation renforcée à la culture de l'assurance) et non financiers (formation professionnelle des jeunes travailleurs ruraux et des femmes).

« Ces paquets de services doivent permettre aux producteurs de diminuer leur exposition aux risques économiques, sociaux, et environnementaux et de développer des activités économiques plus stables et rentables », indique Élodie Gouillat, experte Inclusion financière au Gret.

Typha Sénégal

2016-2018 | Budget : 450 k€ | Financement : Cartier Charitable Foundation, Find | Partenaires : Iset de Rosso, Université Gaston Berger.

Depuis la mise en service en 1986 du barrage antisel de Diama, l'écosystème du delta du fleuve Sénégal est envahi par un roseau, le typha australis. Jusqu'à présent, aucun programme d'éradication ou de contrôle n'est parvenu à l'endiguer. Cette plante recouvre aujourd'hui une surface de plus de 100 000 hectares. Le Gret, en partenariat avec l'Iset de Rosso et l'Université Gaston Berger, a transformé ce fléau en véritable opportunité en le convertissant en charbon typha, une ressource pour biocombustible.

Les technologies développées en premier lieu en Mauritanie ont été transférées au Sénégal, dans l'objectif de créer un groupe d'entreprises pérennes de biocharbon typha : équipementiers de machines-outils, entreprises rurales de production, micro-entreprises de commercialisation. Le biocharbon typha représente ainsi une alternative prometteuse face au charbon de bois issu de la déforestation. ■

← ÉTUDE DIAGNOSTIC SUR LA PAUVRETÉ ET L'ACCÈS À L'EAU, À L'ASSAINISSEMENT ET À L'HYGIÈNE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO © Gret

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/senegal

VIETNAM



Énergie solaire : réplique du modèle Barefoot College

2015-2017 | Budget : 86 k€ | Financement : Cartier Charitable Foundation, Find | Partenaire : Barefoot College.

Plus de 3 millions d'habitants au Vietnam n'ont pas accès au réseau électrique, en particulier dans les régions montagneuses situées dans le nord et dans le centre du pays. C'est précisément dans cette zone que le Gret et Barefoot College testent la capacité de réplique d'un modèle d'accès durable à l'énergie solaire développé par Barefoot College.

En 2016, six villages de la province de Thanh Hóa représentant 216 familles, deux écoles satellites et cinq maisons communes ont été équipés de kits solaires individuels. Ces derniers ont été installés par quatre femmes, originaires des villages ciblés, qui ont suivi une formation de technicienne solaire en Inde pendant six mois. « Le kit solaire est très efficace, il me permet de travailler le soir. Mes enfants l'aiment bien. Ils peuvent faire leurs devoirs après le dîner », témoigne M^{me} Pham Thi Dang, une habitante du village d'Eo Dieu.

PANNEAUX SOLAIRES POUR L'ATELIER ÉLECTRIQUE DU VILLAGE DE CAO HOONG, PROVINCE DE THANH HÓA AU VIETNAM
© Ninh Huu Nguyen

Professionnalisation de la gestion des déchets ménagers (Pro 3)

2016-2019 | Budget : 1 M€ | Financement : AFD, Alliance des coopératives, Syctom, Ville de Paris | Partenaires : Alliance des coopératives, Centre Song Hong, Institut de l'eau et de l'environnement.

Au Vietnam, la gestion des déchets ménagers représente un enjeu majeur en raison de la croissance de la population et de l'activité économique dans les villes et bourgs ruraux. Par une approche globale, le projet Pro 3 vise à améliorer l'environnement de la province de Vinh Phuc par un suivi renforcé, des expérimentations de recyclage, l'accompagnement des coopératives qui réalisent la collecte des déchets et la production d'outils utiles à l'ensemble des acteurs de la filière, du politique à l'opérationnel. « La mise en œuvre du projet contribue à résoudre les problèmes environnementaux causés par les déchets ménagers en zones rurales », explique M. Khanh, sous-directeur du département des Affaires étrangères de la province. Une enquête réalisée dans les 118 communes rurales que compte la province a permis d'élaborer les programmes d'activités pour le renforcement de capacités, l'aménagement d'infrastructures et la création d'un fonds de crédit.

Conditions de vie des femmes migrantes (Phu Nu)

2014-2017 | Budget : 439 k€ | Financement : AFD, CCFD-Terre solidaire, CG93, Find, Juristes Solidarités, Oxfam-Solidarité | Partenaires : Batik International, CDI.

Dans les zones industrielles du Vietnam, la grande majorité des travailleurs immigrés sont des femmes. En raison du manque d'infrastructures et de services dans ces régions, celles-ci vivent dans des condi-



tions très précaires. Le projet Phu Nu cherche à améliorer les conditions de vie et l'insertion sociale des femmes migrantes dans les provinces de Hai Duong et Vinh Phuc. En 2016, 700 d'entre elles ont participé à des rencontres régulières organisées par 30 clubs. Grâce à l'engagement de 35 femmes qui ont bénéficié de formations, plus de 200 rencontres ont eu lieu sur différentes thématiques : droit du travail, système de santé, etc. Quatre réunions pluri-acteurs et un travail de coordination entre les autorités locales, les entreprises et les propriétaires des logements dans lesquels elles vivent, ont permis de résoudre certains des problèmes auxquels étaient confrontées les ouvrières. ■

www.gret.org/les-pays/asiе-du-sud-est/vietnam

AUTRES PAYS



www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/mali

Assistance technique à la direction générale de l'Énergie, des Mines et de l'Eau des Comores

2016-2017 | Budget : 300 k€ | Financement : AFD, Lysa Group.

Mali : amélioration de la compétitivité des entreprises par la formation professionnelle (Acefors)

2016-2021 | Budget : 3,2 M€ | Financement : AFD | Partenaire : Foranim Consult.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Acefors, le Gret fournit une assis-

sistance technique au ministère malien de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Celle-ci a pour objectif d'améliorer la compétitivité des entreprises par la formation professionnelle dans les régions de Sikasso et de Ségou, et de contribuer à la réduction du chômage des jeunes. « Le projet repose notamment sur un dialogue très en amont avec les entreprises para-agricoles du secteur formel et informel, afin de définir des formations répondant aux besoins de qualification du marché du travail », indique Charles Bakyono, assistant technique national.

Intervenant en partenariat avec l'organisation malienne Foranim Consult, le Gret mobilise une équipe dédiée de quatre personnes et une expertise internationale pour mettre en œuvre ce projet qui devrait créer une nouvelle offre de formation dans les métiers para-agricoles et permettre de former près de 1 000 jeunes et adultes en formation initiale et continue dans les deux centres construits par le projet.

La DGEME est maître d'ouvrage du projet Geceau, un projet d'alimentation en eau concernant 30 000 personnes sur l'île de Ngazidja. Elle doit, par ailleurs, animer un processus de réforme sectorielle pour lequel elle n'est pas bien outillée. Le Gret et Lysa Group apportent donc à la DGEME une assistance technique devant lui permettre d'accomplir trois missions : traduire de manière opérationnelle la réforme du secteur ; mener le pro-

jet Geceau de manière efficiente afin qu'il serve de laboratoire à la réforme; et enfin, renforcer les capacités des acteurs locaux du secteur. L'expertise du Gret est mobilisée sur la réforme du secteur, ainsi que sur l'économie des services et la contractualisation.

Étude sur la situation et les enjeux du foncier agricole et rural en Guinée

2016 | Budget : 298 k€ | Financement : AFD | Partenaire : Insuco.

Afin d'alimenter les réflexions en cours sur la réforme du foncier, le ministère de l'Agriculture guinéen a missionné le Gret et Insuco pour mener un travail d'analyse et d'animation sur les enjeux du foncier agricole et rural. Ce travail avait pour objectif d'alimenter un dialogue multi-acteurs, en vue de l'élaboration d'une feuille de route pour conduire l'ensemble du processus de réforme dans les années à venir.

Une étude diagnostic des enjeux du foncier rural dans les quatre grandes régions naturelles de Guinée a ainsi été mise en débat auprès des parties prenantes – officiels, producteurs et organisations de la société civile – afin d'identifier les principales contraintes et de procéder à l'élaboration d'une feuille de route. Cette dernière, validée lors d'un forum national rassemblant des acteurs du pays tout entier, propose désormais un cheminement clair pour élaborer une politique foncière rurale répondant aux enjeux de sécurisation foncière de tous les usagers de la terre en Guinée. ■

www.gret.org/les-pays/afrique-ocean-indien/guinee

AMÉNAGEMENT DE « BLOCS AGROÉCOLOGIQUES » DANS LA DRY ZONE AU MYANMAR © Dominique Violas →

APPROCHES MULTIPAYS



Innovations pour la production locale et la diffusion d'aliments fortifiés de qualité au Burkina Faso, Niger, Mali et Bénin

2015-2017 | Budget : 187 k€ | Financement : Cedeao.

En Afrique de l'Ouest, l'alimentation de complément au lait maternel des jeunes enfants, très pauvre, est en partie responsable des prévalences élevées de malnutrition.

Dans le cadre d'un projet financé par la Cedeao, le Gret a contribué à stimuler le marché local d'aliments locaux fortifiés en travaillant sur l'adoption, la diffusion et l'application d'une réglementation sur la qualité des farines infantiles (en partenariat avec les autorités et le secteur privé local) et en appuyant la structuration du secteur privé burkinabè via le mouvement SUN. De nouveaux aliments nutritionnels de qualité ont ainsi pu être testés. Ils sont désormais disponibles et accessibles aux populations vulnérables afin de prévenir la malnutrition maternelle et infantile au Burkina Faso et de prendre en charge les enfants malnutris aigus modérés au Mali.

Les expériences de production locale, de commercialisation et de promotion d'aliments nutritionnels pour la prévention et le traitement de la malnutrition infantile ont également été capitalisées au sein des quatre pays.



Gouvernance associative et leadership des organisations d'éleveurs dans le contexte de la sécurité alimentaire (Galo)

2013-2016 | Budget : 1,8 M€ | Financement : UE, CFSI | Partenaire : Apess.

Avec un effectif régional estimé à plus de 65 millions de bovins, l'élevage occupe une place majeure dans l'économie ouest-africaine. Mais il est aussi confronté à de nombreux défis : crises climatiques, pressions sur les ressources naturelles, concurrence avec les produits importés à bas coûts, déficit structurel d'investissements, etc.

Pour faire face à ces enjeux, le Gret a engagé un partenariat avec l'Apess au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso. Les activités menées ont permis d'accompagner les projets de près de 400 exploitations familiales agropastorales et de proposer une image actualisée des réalités et stratégies de développement de ces familles. Sur six territoires stratégiques pour l'élevage, des concertations interprofessionnelles autour de la gestion des ressources naturelles ont été menées pour favoriser le développement des filières locales, notamment laitières, et la sécurisation des ressources pastorales. Ces acquis ont été capitalisés et portés auprès des pouvoirs publics pour inspirer les réformes et programmes en cours, en vue d'un passage à l'échelle.

Alliance pour l'apprentissage de l'agroécologie (Alisea)

2015-2018 | Budget : 1,2 M€ | Financement : AFD | Partenaire : Cirad.

Le projet Alisea est une composante du projet Actae (« Accompagner la transition agroécologique »), porté et conjointement mis en œuvre par le Gret et le Cirad en Asie. Alisea a pour objectif de renforcer le partage d'expériences et de connaissances entre

les initiatives agroécologiques et leurs acteurs, d'accroître la visibilité et la crédibilité du mouvement agroécologique auprès des décideurs politiques et des consommateurs, et d'accélérer la diffusion et l'adoption des pratiques agroécologiques au sein des exploitations agricoles familiales.

Parmi les activités mises en œuvre au Cambodge, au Laos, au Myanmar et au Vietnam, figurent notamment : l'animation d'un portail web sur l'agroécologie, l'organisation d'ateliers thématiques nationaux et régionaux, des études des pratiques existantes, la mise en place d'un dispositif de petites subventions pour accompagner l'innovation, etc.

Appui à la gouvernance de la terre dans la région du Mékong (MRLG)

2014-2018 | Budget : 16 M€ | Financement : SDC, BMZ, GIZ, Gouvernement du Luxembourg | Partenaire : LEI.

Cette initiative régionale a pour objectif de contribuer à une meilleure gouvernance foncière dans quatre pays du Mékong : Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam. Il s'agit de renforcer les droits coutumiers des agriculteurs familiaux – en particulier ceux des minorités ethniques – face aux politiques d'appui à l'agro-industrie. Développées dès la fin des années 1990, celles-ci ont encouragé les accaparements fonciers à grande échelle, via des concessions destinées à attirer les capitaux étrangers.

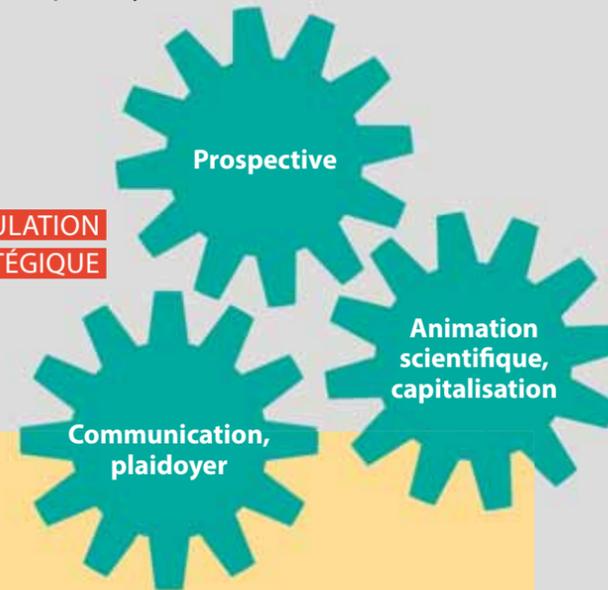
Le projet MRLG intervient à différentes échelles (locale, nationale et régionale) en renforçant les capacités d'actions et de réflexion des acteurs, en appuyant la formation de groupes, d'alliances et de dialogues pluriacteurs qui impliquent les gouvernements, le secteur privé et la recherche, et en mettant des financements à disposition afin de mener des actions innovantes dans le domaine du foncier. ■

DÉBATS

Le Gret contribue aux débats sur les politiques et pratiques de développement selon plusieurs modalités : la conduite de travaux d'études et d'expertises, la participation à des événements et à des réseaux multiacteurs, la capitalisation dans une optique de recherche-action, le plaidoyer et la communication d'influence.

Les grands débats du développement en 2016

UNE ARTICULATION STRATÉGIQUE



AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : LA FRANCE DOIT RESPECTER SES ENGAGEMENTS

Le Gret a participé activement à la campagne sur l'aide publique au développement (APD) lancée par Coordination Sud à l'automne 2016. Intitulée « La France doit refaire de la solidarité internationale une priorité », celle-ci défend une politique de développement plus ambitieuse et un budget à la hauteur des enjeux. En effet, alors qu'elle s'est engagée il y a déjà plus de 50 ans à contribuer au développement international à raison de 0,7 % de sa richesse nationale, la France n'a consacré en 2016 que 0,38 % de son RNB à l'APD. « L'aide publique au développement de la France est un levier essentiel de notre action. C'est un moyen de lutter contre les inégalités de par le monde. Malheureusement,

on assiste à une baisse tendancielle du niveau de la contribution française au développement. Cela est extrêmement dommageable, d'abord en termes d'image pour la France, mais également en termes de capacité d'intervention sur le terrain », témoigne Pierre Jacquemot, président du Gret, dans l'une des vidéos diffusées dans le cadre de la campagne.



LES ENTREPRISES SOCIALES SONT-ELLES RENTABLES ?

Depuis 2014, le Gret accompagne le ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) dans sa réflexion engagée sur les nouvelles formes d'implication du secteur privé marchand dans les problématiques du développement et leurs conséquences sur le renouvellement des politiques de coopération. Cette réflexion collective a notamment mené, en juin 2016, à l'adoption par le MAEDI de la stratégie « Innover ensemble », visant à promouvoir les nouveaux modèles de l'économie sociale et inclusive à l'international à l'aide de 17 propositions d'action.

Dans le cadre de cette convention avec le MAEDI, le Gret et Cerise ont étudié – à travers quatre études de cas – les conditions dans lesquelles les entreprises sociales pouvaient réussir à atteindre l'équilibre économique. Parmi les principaux enseignements tirés de cette analyse : la conquête de cet équilibre, en restant fidèle aux objectifs sociaux, se fait après cinq ou dix ans ; elle exige une grande rigueur de gestion et nécessite une combinaison de financements, en particulier publics et privés.



ENTREPRISE SOCIALE À MADAGASCAR : LES HOTELIN-JAZAKELY, RESTAURANTS POUR ENFANTS © Gret

LE CAPITALISME PHILANTHROPIQUE SOUS TOUTES SES FORMES

Le Gret a poursuivi en 2016 son cycle de séminaires initié à l'automne 2015 sur le thème du capitalisme philanthropique. Ces rencontres – menées en collaboration avec la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, l'IRD et le Cirad – s'inscrivent dans la continuité d'une réflexion menée sur le rôle des grandes entreprises dans le développement et la solidarité internationale. « Nous réunissons dans ce mot, "philanthropie", les pratiques de solidarité d'une variété d'acteurs : associations, fondations, entreprises, investisseurs, etc. En nous interrogeant sur son lien avec le "système", nous cherchons à mesurer le degré d'impact de ces pratiques philanthropiques et des évolutions auxquelles nous sommes confrontés », explique Marc Lévy, directeur de la prospective au Gret.



économie circulaire
 lancement officiel des ODD
 aide publique au développement Habitat III
 implication du secteur privé
 communs biodiversité
 paiements pour services environnementaux
 stockage du carbone
 filière bambou COP 22

LES PRINCIPAUX SUJETS EN 2016

LES GRANDS ÉVÉNEMENTS

JANVIER
20 ans de Nutridev



MARS
Journée mondiale de l'eau



SEPTEMBRE
40^e anniversaire du Gret



OCTOBRE
Habitat III à Quito (Équateur)



NOVEMBRE
COP 22 à Marrakech (Maroc)



Capitaliser

Le Gret agit en « laboratoire de développement » avec des projets mettant en synergie recherche et développement. De façon réflexive, ses experts capitalisent sur leurs pratiques pour faire le point sur leurs expériences et acquis. Ces enseignements sont valorisés au travers de publications d'ouvrages spécialisés, d'articles de revues, et lors de colloques et séminaires à caractère scientifique. Le Gret a rassemblé un catalogue de plus de 250 références, consultables sur www.gret.org.

COLLABORATIONS AVEC LA RECHERCHE

En 2016, le Gret a participé à des programmes de recherche appliquée au développement, notamment sur :

- **les solutions durables contre la malnutrition** : à l'occasion de ses 20 années de recherche-action sur la prévention de la malnutrition, le Gret a organisé une journée d'échanges sur l'implication du secteur privé dans ce domaine. Cette rencontre a été coorganisée avec son partenaire historique, l'IRD, ainsi qu'avec Sight and Life et d'autres partenaires. Elle a permis de regrouper des acteurs de tous domaines (économique, associatif, académique ou politique). Par ailleurs, un rapport d'expertise sur la nutrition dans les projets de développement a été produit pour l'AFD et présenté au Gisa. Des résultats de travaux sur la consommation des bouillies de mil améliorées ont été publiés dans un article paru dans la revue scientifique internationale *Appetite* ;
- **la transition agroécologique** : de façon à formuler une vision et une compréhension partagées du concept d'agroécologie, d'en préciser l'impact et d'évaluer ses performances, le Gret a coordonné une série inédite d'ateliers nationaux multiacteurs en Asie du Sud-Est, dans le cadre du projet Alisea (Alliance pour l'apprentissage de l'agroécologie). L'organisation de ces ateliers s'insère dans le programme régional Actae (Accompagner la transition agroécologique) financé par l'AFD et conjointement mis en œuvre par le Gret et le Cirad. Ils ont réuni de nombreuses universités du Myanmar, Cambodge, Vietnam, Laos et Thaïlande, des centres de recherches nationaux (Cares, DAR, Speri, Ecoland, RCRD, etc.) et internationaux (Ciat, Cirad, Icrif), ainsi que des représentants de la société civile. S'inscrivant dans une réflexion similaire, un séminaire sur l'agriculture fami-

liale comme moyen d'adaptation au changement climatique a été organisé à Nogent-sur-Marne par la C2A. Enfin, le Gret est intervenu en août 2016 lors de l'atelier régional de la FAO à Kunming, en Chine ;

- **le genre et le développement** : une recherche-action sur ce thème a été lancée avec plusieurs ONG, ainsi que des universités européennes et africaines. Elle a pour objectif de mener des analyses comparatives sur l'impact des approches participatives sur les rapports de genre dans les sociétés concernées. Le projet est mené par une équipe de recherche interdisciplinaire et multisectorielle dans le cadre d'institutions de recherche et développement de France, d'Allemagne et de trois pays africains francophones – le Sénégal, Madagascar et le Cameroun ;
- **l'économie des services d'eau au Cambodge** : en basant ses analyses sur les terrains d'intervention du Gret, Clément Frenoux (responsable de programme au Gret) a soutenu sa thèse de doctorat en Sciences économiques à l'université de Toulouse Capitole I, intitulée *Institutions et transactions : déterminants et performances des services non conventionnels d'approvisionnement en eau dans les villes en développement - Le cas des entrepreneurs privés locaux dans les petits centres urbains du Cambodge*.

ÉVOLUTIONS DES CONNAISSANCES ET DES PRATIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Pour contribuer à la connaissance sur le développement et à l'évolution des pratiques, le Gret a publié en 2016 six ouvrages aux Éditions du Gret et cinq articles dans des ouvrages collectifs, revues scientifiques et professionnelles. Il a également produit 12 rapports d'expertises, 20 notes de synthèses et 12 rapports techniques. Il est intervenu dans 34 colloques, conférences, ateliers et séminaires (voir l'ensemble des productions en annexe p. 52).

Zoom sur une sélection de références et d'interventions autour de trois thématiques émergentes en 2016 :

Le bambou, emblème de développement durable

Le Gret a publié deux guides pratiques sur le développement et la structuration des filières du bambou. Fondés sur les expériences de projets conduits avec les groupements paysans, les PME et les gouvernements locaux au Laos et au Vietnam, ces guides sont dédiés, pour le premier, au processus d'élaboration d'outils et de méthodes pour la gestion et la valorisation concertées des forêts naturelles de bambou ; pour le second, aux techniques de transformation du bambou Luong planté. Le développement du secteur du bambou a fait l'objet de plusieurs ateliers coorganisés avec le ministère de l'Agriculture et de la Forêt

au Laos, WWF et RECOFTC dont les recommandations ont été prises en compte dans les politiques publiques nationales au Laos, et d'un article présenté à la conférence internationale « Communs et Développement » organisée en décembre 2016 par l'AFD à Paris.

Transformation du bambou

Lamballe P., Vogel A., Castellanet C., François M., Éditions du Gret, 2016, Guide pratique, 234 p.



Community-based Management of Natural Bamboo Forests

Porbounmixaithor H., Huynh P., Herchuechang A., Saengmany B., Melki S., Éditions du Gret, 2016, Guide pratique, 366 p.

Services essentiels : approche par le marché et les jeux d'acteurs

En parallèle de ses projets, le Gret conduit une réflexion sur la façon dont les approches dites « par le marché » et la régulation qui doit les accompagner modifient les stratégies d'intervention d'apport de fourniture de services essentiels et influent sur les jeux d'acteurs locaux. Les expériences de renforcement de la maîtrise d'ouvrage et des compétences privées ont été capitalisées, notamment sur les secteurs de l'assainissement, de l'approvisionnement en eau et d'électrification dans les villes du Sud.

L'assainissement dans les villes du Sud : un business comme les autres ?

Coordination : Frédéric Naulet, Julien Gabert, Martin Leménager, Éditions du Gret, 2016, Débats et controverses, 100 p.



Institutions, acteurs locaux et régulations d'une action publique « réussie » : étude de cas du programme Méddea d'accès à l'eau, Madagascar

Barbier L., Le Corre M., Éditions du Gret, Études et travaux en ligne n° 46, 84 p.

Quelles coalitions d'acteurs pour électrifier Madagascar ?

Cerqueira J., FACTS Reports, Numéro spécial 15

Villes et territoires : du précaire au durable

En amont d'Habitat III, et en collaboration avec ses partenaires (AFD, PFVT, I Care & Consult, etc.), le Gret formalise et documente ses stratégies d'intervention en milieu urbain, centrées sur les approches territoriales, sur l'implication des collectivités locales et des habitants, tout en capitalisant sur

ses expériences d'aménagement des quartiers précaires. Outre Habitat III, le Gret est intervenu lors des différentes conférences et tables rondes organisées par le Groupe initiatives à Dakar, par l'AFD et Coordination Sud, la Fraru et Aitec à Paris, et par l'Union européenne à Bruxelles.

Prospective territoriale à Saint-Laurent-du-Maroni : quels futurs inventer face aux enjeux démographiques ?

Temporal F., Colombier R., Carlier R., Deluc B., Vaumourin S., Bougnoux N., Paris, AFD, 2016, Études de l'AFD, 117 p.



Lexique de la ville durable : 80 mots pour comprendre la ville en devenir

Jacquemot P., Groupe initiatives, 2016, 42 p.

AUTRES PUBLICATIONS EN 2016 :

Accès aux droits des ouvrières au Vietnam : quels dispositifs et quelles pratiques citoyennes ?

Huyghebaert P., Nguyen Giang, Éditions du Gret, 2016, Études et travaux en ligne n° 45, 103 p.



L'Afrique des possibles : les défis de l'émergence

Jacquemot P., Paris, Karthala, 2016, 324 p.

LISTE EN ANNEXE

FORMER LES PROFESSIONNELS DE DEMAIN

Les experts du Gret interviennent pour former les professionnels de demain. (Plus d'informations p. 57.)

- **Agriculture, politiques et filières agricoles** : IEDES, IRC Montpellier, Iris Sup, Faculté d'agronomie Antananarivo.
- **Développement urbain** : École d'urbanisme de Paris (EUP), université Bordeaux Montaigne (UBM).
- **Économie politique de l'Afrique** : Sciences Po Paris.
- **Foncier** : université Bordeaux Montaigne (UBM).
- **Gestion de projet** : université de Rennes.
- **Sécurité alimentaire et nutrition** : AgroParisTech, IEDES, SupAgro.
- **Services essentiels, Eau potable et assainissement** : AgroParisTech, Engref, École nationale des ponts et chaussées, Coalition Eau.
- **Plaidoyer et communication des associations et des collectivités** : UVSQ, Université de Paris-Est Créteil (Upec). ■

Réseaux et alliances

Dans ses pays d'intervention, le Gret agit au sein de collectifs d'organisations de la société civile, contribue à des réseaux sectoriels et à des espaces de concertation animés par les pouvoirs publics.

Collectifs d'ONG ou d'OSC

France : CFSI, Coalition Eau, Coordination Sud, Groupe initiatives. Alliance Nutrition au Niger, CNABio au Burkina Faso, HRF au Cambodge, Ingo Network au Laos, Mihari à Madagascar, Pepa en Haïti.

Espaces de concertation

France : CNDSI, Costea, Gisa, Observatoire des politiques de développement, pS-Eau. CNCN au Burkina Faso, Groupe de réflexion énergie à Madagascar (GRE), SWG-ARD au Laos, etc.

Réseaux sectoriels multiacteurs

France : Cerise, Cicle, Groupe de travail désertification (GTD). Groupe Cash en Mauritanie, Groupe de travail sur le changement climatique au Vietnam, Groupe sécurité alimentaire au Myanmar, etc.

EXEMPLES D'ACTION EN RÉSEAU DU NATIONAL À L'INTERNATIONAL

20 ans du Comité technique « Foncier & développement »

Groupe de réflexion réunissant experts, chercheurs et responsables de la coopération française sur les questions foncières dans les pays du Sud, le Comité technique « Foncier & développement » (CTFD) a fêté en 2016 ses 20 ans d'existence. Depuis son origine, le Gret en assure le secrétariat technique et scientifique.

La journée anniversaire a été l'occasion de réaffirmer le soutien politique apporté au CTFD par sa présidence (AFD et MAEDI) et de présenter les travaux menés par le groupe en appui aux réformes en cours dans les pays et dans les débats internationaux. En 2016, le CTFD a également lancé un nouveau chantier de réflexion sur les communs, avec pour objectif de construire un cadre analytique et opérationnel utile aux acteurs de la coopération pour mieux appréhender les multiples usages des territoires ruraux présentant des caractéristiques de « communs » (forêts, espaces pastoraux, etc.).

Initiative 4 pour 1 000

Le Gret est signataire de l'initiative « 4 pour 1 000 : les sols pour la sécurité alimentaire et le climat ». Lancée par la France à l'occasion de la Cop 21 et désormais soutenue par plus de 200 membres, cette initiative fait de l'agriculture l'un des leviers les plus efficaces pour améliorer la sécurité alimentaire et lutter contre le changement climatique.

Les membres du consortium – composé d'États, de collectivités territoriales, d'organisations internationales, d'instituts de recherche, de représentants de la société civile, mais aussi de quelques entreprises – se sont tous engagés à mettre en œuvre des actions concrètes sur le stockage du carbone dans les sols et à promouvoir les techniques employées pour y parvenir (agroécologie, agroforesterie, etc.). Ils s'efforceront également de favoriser le partage d'information et de multiplier les collaborations, notamment grâce à la création d'un centre de ressources numériques et d'une plateforme multiacteurs qui permettra de renforcer les échanges, les partenariats et la capitalisation d'expériences.

Plaidoyer et communication d'influence

18 prises de position

138 retombées médiatiques

148 000 visites et 370 000 pages vues

sur www.gret.org

6 300 abonnés

à la newsletter du Gret

8 600 vues sur la chaîne

[Dailymotion.com/Gret-videos](https://www.dailymotion.com/Gret-videos)

En 2016, le Gret a lancé plusieurs campagnes de plaidoyer et de communication d'influence pour faire évoluer les politiques en France et dans ses pays d'intervention. Retour sur trois d'entre elles...

Habitat III : des solutions concrètes pour construire des territoires urbains viables et solidaires

La troisième conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain s'est tenue à Quito du 17 au 20 octobre. L'évènement a rassemblé un public de plus de 35 000 personnes constitué de décideurs politiques, mais aussi d'experts, d'universitaires, d'acteurs du secteur privé, de membres de la société civile, d'associations d'habitants et de jeunes. Le Gret était présent pour promouvoir les solutions concrètes coconstruites avec ses partenaires afin de rendre les territoires urbains viables, solidaires et plus respectueux de leur environnement.

À Quito, le Gret a mis l'accent sur la notion de **coproduction**, en coorganisant notamment un évènement en marge de la conférence intitulé « Coproduction de connaissances sur la diversité dans les quartiers précaires ». Cette démarche consiste à produire des connaissances en collaboration avec différents acteurs – les habitants, mais aussi des chercheurs, des professionnels, des représentants des autorités publiques – en utilisant des méthodes variées : planification produite par les habitants, travail sur des données existantes, marches exploratoires, etc.

Le Gret a également organisé et animé un **atelier de présentation du Centre d'appui à la reconstruction (CAR) mis en place à Port-au-Prince, en Haïti** dans le cadre du projet d'Aménagement et de reconstruction de Bailler-

geau (Areba), suite au séisme de 2010. Enfin, le Gret a participé à une table ronde organisée par l'AFD sur la thématique « Villes et crises », dans le cadre d'un échange réalisé entre la République centrafricaine et Haïti. Il a également répondu à l'invitation de l'Alliance française en prenant la parole sur l'habitat adapté dans les territoires français d'outre-mer.

L'ensemble des documents produits par le Gret à l'occasion d'Habitat III – notes de positionnement, fiches solutions, vidéos – est disponible sur le site Internet www.gret.org.

NOTES DE PLAIDOYER

- *Quartiers précaires : du déni à la reconnaissance* (octobre 2016)
- *Des services urbains pour tous : pour un partage équitable des efforts financiers* (septembre 2016)

COP 22 : L'EAU AU CŒUR DES ENJEUX

Le secteur de l'eau s'est fortement mobilisé à Marrakech où s'est tenue, du 7 au 18 novembre, la Cop 22. Le Gret y a contribué en apportant son expérience d'opérateur de terrain sur des sujets tels que la protection des ressources en eau en territoires insulaires. Il est également revenu sur les obstacles auxquels font face les acteurs locaux pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans le domaine de l'eau.

Certaines thématiques, portées par le Gret et ses partenaires lors de la Cop 21, ont réussi à s'imposer dans les discours. C'est le cas, par exemple, du rôle de la gouvernance, ou encore de la question du renforcement des capacités, pour laquelle des termes de référence et des mécanismes de financement ont été présentés – notamment par le Fonds vert pour le climat et l'AFD.

Plaidoyer pour un soutien accru à l'élevage agropastoral en Afrique de l'Ouest

Le Gret travaille depuis quatre ans auprès de l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane (Apress) en Afrique de l'Ouest pour valoriser des innovations techniques et organisationnelles locales et permettre aux organisations d'éleveurs d'influer davantage sur les politiques publiques menées dans le secteur de l'élevage. À travers la mise en place d'un dispositif d'appui-conseil aux exploitations agropastorales, le lancement de nouvelles expérimentations, le renforcement des organisations d'éleveurs, l'amélioration de la concertation avec les autres acteurs du territoire (pour la dynamisation des filières lait local et la réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs autour du foncier), les actions menées ont permis de consolider les organisations d'éleveurs à la base et d'améliorer les conditions d'existence des exploitations familiales.

Ces différents acquis ont fourni des éléments précieux sur lesquels l'Apress s'est appuyée pour développer un plaidoyer en faveur de l'élevage agropastoral. À travers la participation à de nombreuses rencontres internationales et nationales (Conférence Ecowap+10, ateliers de préparation des nouveaux programmes nationaux d'investissement agricole, etc.), l'Apress a pu défendre sa vision de l'élevage et faire des propositions précises en faveur d'un soutien accru aux exploitations familiales agropastorales. Au niveau national, les ministres sénégalais et burkinabè de l'Élevage ont été conviés en décembre à deux ateliers nationaux à Dakar et Ouagadougou, qui ont chacun rassemblé une centaine d'acteurs clés du domaine de l'élevage. Ces événements ont permis de développer des argumentaires et propositions autour de deux enjeux clés : une meilleure sécurisation du foncier pastoral et un soutien accru à la filière « lait local ». Ces positions ont été reprises dans plusieurs notes de politique et feront l'objet d'un plaidoyer qui se poursuivra en 2017 aux échelles nationale et régionale. ■

NOTES DE PLAIDOYER

- Pour un soutien ambitieux à la filière « lait local » en Afrique de l'Ouest (novembre 2016)
- Promouvoir l'élevage agropastoral au Sénégal (décembre 2016)
- Améliorer l'accès aux ressources pastorales : un défi pour les réformes en cours au Sénégal (décembre 2016)
- Pour un soutien accru à l'élevage agropastoral au Burkina Faso (décembre 2016)
- Sécuriser les parcours de bétail au Burkina Faso (décembre 2016)

Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux !

Le Gret a fait son apparition en septembre sur les réseaux sociaux professionnels, en créant deux comptes officiels : l'un sur LinkedIn, l'autre sur Twitter.

Pour suivre l'actualité du Gret en temps réel : https://twitter.com/Gret_ONG

Pour rester en contact et découvrir nos dernières offres d'emploi : <https://fr.linkedin.com/company/gret>

Retrouvez également toutes les vidéos du Gret sur notre chaîne Dailymotion : www.dailymotion.com/Gret-videos



↓ TRANSHUMANCE DE TROUPEAUX DANS LA ZONE DE BANFORA AU SUD DU BURKINA FASO © Dian Diallo



PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€ sur la durée du projet
ALGÉRIE	2013-16	Appui au programme concerté pluriacteurs		CFSI		27
	2012-16	Gestion durable de la forêt et de la biodiversité dans l'État de l'Amapá (Geflo)		FEM	CI, Gouvernement de l'Amapá	4 655
	2011-16	Capitalisation d'expériences de valorisation des produits locaux pour les consommateurs urbains		CFSI - FdF	Inter-réseaux, CPF, Roppa	13
	2013-17	Résilience et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam)		CFSI - FdF, Cedeao, UE	Fepab	2 100
	2016-17	Étude de faisabilité pour la promotion de nouveaux produits à base de niébé		CRS		26
	2014-17	Marketing social et appui aux initiatives locales pour l'atteinte des OMD en assainissement (Sanya Kagni)		UE, Ville de Paris	IDE, Eau Vive	3 300
	2013-16	Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape)		UE, Afaudeb	Afaudeb, Conseil régional du Grand Est	1 160
BURKINA FASO	2014-17	Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi)		UE	Afaudeb, Naturama	202
	2010-17	Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso)		UE, ministre français de l'Intérieur, Cedeao, Pam, Unicef, USAID, Cartier Charitable Foundation, Find, Ofda, Sida, CFSI	Région Grand Est, ACF, CRS, Apac, Fandima, Aseff, TDH, SOS Sahel, Oxfam, GVC, AB Misola, IRD	8 120
	2015-17	La téléphonie mobile au service de la santé maternelle et infantile dans l'Est (Mobisan)		AFD, Fondation Bel	Djantoli, ABF, Apac Fandima, ministère de la Santé burkinabè, Onatel, Airtel	1 100
	2014-17	Développement agricole à Siem Reap (Apici)		CG 92, Find, Fondation Louis Dreyfus	Cird, Département de l'Agriculture de Siem Reap	409
CAMBODGE	2013-16	Maîtrise et développement de l'accès à l'eau à Kampot (Madeau)		Ville de Paris, AESN	Régie des eaux de Kampot	436
	2013-16	Eau, assainissement, hygiène - Aide basée sur les résultats		DFAT, Unicef	EMW, Isea	435
	2014-19	Accès aux financements pour les petites entreprises de l'eau potable et de l'électricité		AFD, UE	Artella, Isea, See Saw, ministères, CWA, REA	2 000
	2014-18	Renforcer les acteurs locaux de l'eau agricole (Wasp)		AFD	Ministères cambodgiens et services provinciaux des Ressources en Eau et de l'Agriculture, Egis Eau, ISC, FWUC, FWN, Cirad	649
	2016	Étude de faisabilité économique et financière d'un système de séchage moderne et de stockage du riz par les organisations paysannes au Cambodge		Conseil national économique suprême du Cambodge (sur financement AFD)	Cird	18
	2014-16	Santé pour tous : soutenir les opérateurs de la protection sociale santé (I-Hop)		Fondation Sanofi Espoir, Find	FHD, SHPA	303
	2015-16	Assistance technique au National Social Security Fund (NSSF) pour détailler les procédures clés de l'assurance santé du secteur formel		AFD	NSSF	54
	2016-17	Assistance technique à la direction générale de l'Énergie, des Mines et de l'Eau des Comores		AFD, Lysa Group		300
	2013-16	Appui à la maîtrise d'ouvrage du programme concerté pluriacteurs		CFSI		45
	2014-16	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un secteur pérenne de la gestion des déchets solides à Brazzaville (AMO-GDS)		DGGT, AFD	Nodalis (chef de file), IGIP	97
COMORES	2014-18	Appui aux filières associatives et privées de précollecte des déchets à Brazzaville (Filipa)		AFD (via la C2D)	Mairie de Brazzaville et arrondissements	1 359
	2015-16	Appui à la gestion des mini-réseaux d'alimentation en eau potable dans les districts d'Ignié et de Ngabé		Croix rouge française		29
	2015-16	Sensibilisation à la gestion et caractérisation des déchets ménagers à Brazzaville		Ville de Paris		25
	2016-18	Gestion inclusive et concertée des déchets à Dolisie (Gicod)		UE, Fonds Suez initiatives, Find	Mairie de Dolisie	1 100
	2015-18	Appui au secteur artisanal via le renforcement du Giac		UE, AFD		1 525
	2016-17	Étude de faisabilité d'un Projet d'appui à l'opérationnalisation de la Politique nationale d'action sociale au Congo		AFD	Copas, E-Sud	200
	2012-16	Microprojets communaux et associatifs à Brazzaville (Micab II)		UE, AFD	Mairies d'arrondissements de Makélékélé, Bacongo, Talangai et Mfilou-Ngamaba ; AAISC	1 300
	2013-16	Appui à la maîtrise d'ouvrage du programme concerté pluriacteurs		CFSI		300
	2014-16	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place d'un secteur pérenne de la gestion des déchets solides à Brazzaville (AMO-GDS)		DGGT, AFD	Nodalis (chef de file), IGIP	97
	2014-18	Appui aux filières associatives et privées de précollecte des déchets à Brazzaville (Filipa)		AFD (via la C2D)	Mairie de Brazzaville et arrondissements	1 359
2015-16	Appui à la gestion des mini-réseaux d'alimentation en eau potable dans les districts d'Ignié et de Ngabé		Croix rouge française		29	
2015-16	Sensibilisation à la gestion et caractérisation des déchets ménagers à Brazzaville		Ville de Paris		25	
2016-18	Gestion inclusive et concertée des déchets à Dolisie (Gicod)		UE, Fonds Suez initiatives, Find	Mairie de Dolisie	1 100	
2015-18	Appui au secteur artisanal via le renforcement du Giac		UE, AFD		1 525	
2016-17	Étude de faisabilité d'un Projet d'appui à l'opérationnalisation de la Politique nationale d'action sociale au Congo		AFD	Copas, E-Sud	200	
2012-16	Microprojets communaux et associatifs à Brazzaville (Micab II)		UE, AFD	Mairies d'arrondissements de Makélékélé, Bacongo, Talangai et Mfilou-Ngamaba ; AAISC	1 300	

● Projet de terrain ● Expertise ou étude ● Agriculture - filières et politiques agricoles ● Citoyenneté et démocratie ● Santé - nutrition et protection sociale ● Eau potable, assainissement, déchets ● Gestion des ressources naturelles et énergie ● Villes pour tous et décentralisation ● Microfinance et insertion professionnelle

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€	
FRANCE	2015-17	Animation des travaux et réflexions du Comité technique « Foncier & développement » de la Coopération Française		AFD, MAEDI		308	
	2016-17	La cohérence des politiques avec le développement - Le cas de l'Accord de partenariat économique (APE) Afrique de l'Ouest		Ministère français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt		58	
	2013-17	Mémento de l'assainissement		AESN, Siaap, AFD, pS-Eau		150	
	dep. 2005	Gestion et diffusion des savoirs avec le Portail Microfinance		Banque mondiale	CGAP	96	
	2015-17	Groupe d'échange ONG « Formation - insertion professionnelle »		AFD	IECD	25	
	2016	Appui au montage du dossier de candidature parisienne du XIII ^e arrondissement à l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée		Aurore	Ville de Paris, Mairie du XIII ^e arrondissement	4	
	2016	Étude « Les dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes sur le marché du travail en Afrique »		AFD	AFD	6	
	2014-16	Urbanisme durable dans les territoires d'outre-mer		Ademe	I Care & Consult, H3C Caraïbes, Atelier Villes et Paysages	108	
	2015-16	Analyse candidatures de l'AMI du programme d'investissement d'avenir Villes et territoires durables		Anru	Artelia	6	
	2016	Étude préopérationnelle en vue du lancement de dispositifs d'aide à l'amélioration du parc existant et de construction neuve à Maripasoula (Guyane)		Commune de Maripasoula	Solihia Mayotte	84	
	GUINÉE	2015-16	Assistance technique à la direction nationale du Génie rural (Riz Basse Guinée)		AFD	DNGR	170
		2013-16	Renforcement de la sécurité alimentaire au Nord de la Guinée (Resa Nord II)		UE	CCFD - TS, PFPD	2 016
		2016	Étude sur la situation et les enjeux du foncier rural en Guinée		AFD	Insuco	298
		2015-17	Développement du label qualité Bôra Maalé Fanyi en Guinée		CFSI	MGE / ministère de l'Agriculture guinéen	49
		2016-19	Sécurité alimentaire, résilience et agroécologie en Guinée (Sara Guinée)		UE	CCFD - TS, PFPD, MGE	3 703
		2013-16	Aménagements innovants des bassins versants		AFD	SOS Enfants sans frontières	665
		2014-16	Services innovants d'assainissement en milieu urbain (Siamu / Jéfakaf)		AFD, UE	Snelak	1 105
		2014-16	Développement local Saint-Louis du Sud		Kellogg Foundation		764
		2014-16	Fonds d'initiatives locales urbaines en Haïti (Filu II)		Fdf, UE		1 005
2012-16		Aménagement et reconstruction du quartier de Baillergeau à Port-au-Prince (Areba)		Fdf, AFD, UE	UCLBP (maîtrise d'ouvrage)	4 000	
HAÏTI	2014-17	Appui à la reconstruction et à l'aménagement de Desprez (Parad)		UE, Oxfam GB	Oxfam GB	6 200	
	2014-16	Concertations locales pour des initiatives de base renforcées et intégrées (Colibri)		UE, Fdf, AFD	ID, Adema	1 333	
	2016-17	Diagnostic de l'aval de la filière maïs dans le Département du Sud		DDAS		80	
	2016-18	Projet Timama (Timoun Ak Manman)		AFD	Mdm, ID, Acted, EMI, Sofa, SOE	860	
	2016-19	Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux de la commune de Gros-Morne (Capagrnut)		UE	ESF, AOG	1 499	
	2005-17	Développement de mini-réseaux d'eau potable (Mirep)		AFD, AESN, Aquassistance, Sedif, Ville de Paris, ONU-Habitat, AusAid, Gouvernement lao, entrepreneurs locaux	Fondation East Meets West	5 100	
	2014-17	Eau, assainissement et hygiène - Aide basée sur les résultats (Washoba)		AusAid, Gouvernement lao, entrepreneurs locaux	Fondation East Meets West, Autorités publiques laotiennes	832	
	2015-18	Gestion des boues de vidange à Vientiane		AIMF, AESN, Siaap, Bureau de gestion des services de la ville de Vientiane	WTA	1 220	
	2015-16	Approvisionnement en eau potable à Vientiane (Madevie)		AFD		81	
	2016	Création d'un centre de services au service des acteurs de la filière bambou		Oxfam, SDC		212	
MADAGASCAR	2014-17	Sécurité alimentaire et augmentation des revenus agricoles (Asara)		UE, CRS	CTAS	1 666	

Ⓜ Projet de terrain Ⓜ Expertise ou étude

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€
MADAGASCAR (suite)	2014-17	Actions intégrées en nutrition et en alimentation (Aina)		UE, FAO	Fida, PAM, AIM, Care, Icco, WHH	1 518
	2012-16	Services d'assainissement adaptés à l'agglomération d'Antananarivo (Miasa)		Grand Lyon, Veolia, UE, AFD	Communes, Enda Océan Indien	770
	2013-16	Accès à l'eau sur le plateau Mahafaly (Eau Mahafaly)		CRDI	WWF	83
	2013-17	Mécanismes durables de développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement en zones rurales (Médéa II)		UE, Fonds Suez environnement initiatives, Région Nord-Pas-de-Calais, Sedif, Grand Lyon, communes d'intervention, investisseurs-gestionnaires	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène ; communes ; opérateurs privés	3 500
	2014-16	Service d'eau et d'assainissement d'Ambodifotatra (Sainte-Marie II)		Sedif, Jirama	Jirama	200
	2015-16	Création d'une franchise sociale des sanimaarchés à Madagascar		Find		45
	2016-17	Construction du bloc sanitaire public du marché d'Ambodifotatra à Sainte-Marie		Siaap	Commune urbaine de Sainte-Marie	37
	2013-16	Biodiversité, développement et gouvernance locale (Haïfafi)		AFD, Fanamby, CG 29, WCS, Wiomsa, Fondation Albert II de Monaco, Fondation Mac-Arthur	WCS, Fanamby	1 129
	2014-18	Hydroélectricité et environnement à Madagascar (Rhyvière II)		UE, FFEM	Cite, Enea Consulting, IRD	7 195
	2015-18	Améliorer les conditions de vie et appuyer la gestion concertée des ressources naturelles marines et terrestres (Fihavotana)		AFD, Cartier Charitable Foundation, Darwin Initiative, Find, The Leona M. and Harry B. Helmsley Charitable Trust	WCS, Cirad, Foffia	979
	2016-19	Café Lumière		AFD	ESF, Positive Planet	810
	2013-17	Nutri zaza Assistance technique		AFD, Nutrizaza	Nutri zaza, TAF, ministère malgache de la Santé, Office national de nutrition	530
	2014-17	Étude d'accompagnement du projet d'appui à la lutte contre la malnutrition chronique (Miaro)		PAM		465
	2014-17	Appui à la santé maternelle et infantile (Pasm)		Mdm, ACF Santé Sud, MFPF, HI, ministère malgache de la Santé		640
	2015-17	Action intégrée en alimentation et nutrition (Aina II)		PAM, UE		1 077
	2016-21	Améliorer la compétitivité des entreprises par la formation professionnelle (Acefor)		AFD	Foranim Consult	3 200
	2015-16	Appui à la société civile en Adrar (Asca)		UE	Région Occitane	347
	2014-16	Eau, assainissement de gestion des déchets dans les gros bourgs du Trarza (Prog-Rap-Deb)		UE, SAN Sénart, communes de Rosso, Keur Macéne, Dar El Barka, Tiguient et Merderdra	SAN Sénart, Association des maires des communes jumelées au SAN Sénart, communes	133
	2014-17	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (S Wilayas)		UE, AFD	Burgeap, Hydroconseil	515
	2015-16	Étude de marché de l'assainissement rural		Unicef		61
2015-16	Secteur informel de recyclage des déchets à Nouakchott		Banque mondiale	Hydroconseil	20	
2011-16	Électrification rurale décentralisée interrégionale (Erudi)		Apaus, UE	Écodev, Tenmya	3 500	
2011-16	Promotion de l'utilisation du charbon de Typha (Typha)		Apaus, UE	Iset, PND	1 500	
2015-16	Foyer amélioré en Mauritanie (Farim 1)		Engie, Find	Iset	100	
2015-19	Conservation de la biodiversité du Parc national du Diawling par la gestion durable et participative		Fondation Mava, Fondation Ensemble, BAComab	PND	913	
2016-19	Foyer amélioré en Mauritanie (Farim 2)		Engie, Find	MFSEEC Mafec	300	
2013-16	Centre d'appui à l'insertion des jeunes de Nouakchott (Cap insertion)		C2D	MEFPTIC	337	
2014-16	Renforcement de la Communauté urbaine de Nouakchott (CUN) et des communes de Nouakchott au service de l'insertion des jeunes (ReCUNJI)		UE	CUN	177	

● Agriculture : filières et politiques agricoles ● Citoyenneté et démocratie ● Eau potable, assainissement, déchets ● Gestion des ressources naturelles et énergie
● Microfinance et insertion professionnelle ● Santé : nutrition et protection sociale ● Villes pour tous et décentralisation

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€
MAURITANIE (suite)	2013-16	Lutte contre la malnutrition infantile dans le Brakna (Nutririm) [ⓔ]	●	UE, Unicef	IRD	1 300
	2014-17	Améliorer la résilience des populations vulnérables en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Resanut) [ⓔ]	●	UE	AGIRabdd; communes d'Arret, d'Ould M'Bonny	1 666
	2012-16	Réduction de la pauvreté et de la faim grâce au soutien, à l'autonomisation et à la création de réseaux (Phase In) [ⓔ]	●	UE	Care, ACF	412
	2013-16	Innovation paysanne pour le développement rural et la restauration de l'environnement (MyFire) [ⓔ]	●	Danida		1 145
	2013-17	Comprendre les problématiques foncières rurales pour engager une concertation politique globale au Myanmar [ⓔ]	●	Lift		485
	2015-18	Intensification rurale pour le développement économique durable dans le Delta (Delta Rise) [ⓔ]	●	Lift	WHH	1 964
	2015-18	Adaptation au changement climatique et innovation agricole dans la Dry Zone [ⓔ]	●	Lift	Cartier Charitable Foundation, Find	930
	2016	Diversifier les moyens de subsistance en améliorant les capacités des petits producteurs (notamment des femmes) et de leurs organisations pour bénéficier des opportunités du marché [ⓔ]	●	Icimod	Corad	26
	2016-17	Appuyer la réhabilitation des moyens de production des familles affectées par le cyclone Komen dans le Nord de l'État du Chin [ⓔ]	●	CIAA	Corad	150
	2016-18	Renforcer la société civile dans le Delta [ⓔ]	●	Lift		2 119
MYANMAR	2016-19	Promouvoir la diversification de l'agriculture et l'intégration économique dans le nord du Chin [ⓔ]	●	Lift	Corad	431
	2016-19	Fonds de petites subventions pour la société civile en zone montagneuse [ⓔ]	●	Lift	Swissaid, Metta	414
	2015-18	Promotion de la croissance durable de l'aquaculture (MyCulture) [ⓔ]	●	Lift	WorldFish, DoF, Pact, NAG	1 183
	2016-17	Services d'inclusion financière dans le Delta [ⓔ]	●	USAID PSD, Leap 201, Find		137
	2016-20	Améliorer les moyens de subsistance, la création de revenus et la résilience des populations vulnérables dans le sud du Chin et le nord du Rakhine [ⓔ]	●	UE	TGH	5 000
	2016-19	Projet d'eau potable et d'assainissement dans un quartier de Mandalay (Amarapura) [ⓔ]	●	AFD	Suez Consulting	2 500
	2013-19	Création d'une institution de microfinance dans la Dry Zone [ⓔ]	●	Lift		3 151
	2015-18	Expansion des marchés financiers ruraux par l'institutionnalisation de la Chin MFI [ⓔ]	●	Lift	Chin MFI	1 320
	2016	Guide pour la sécurisation foncière des aménagements hydro-agricoles [ⓔ]	●	GWI (UICN et IIED) via la Fondation Howard G. Buffett	Onaha	20
	2014-16	Programme d'appui à la sécurité alimentaire des ménages (Pasam-tai) [ⓔ]	●	USAID	CRS Niger, mairies de Mayahi et Matameye, Icrisat	399
RDC	2016	Analyse documentaire sur l'alimentation de complément des enfants de moins de deux ans [ⓔ]	●	Unicef	Unicef	9
	2016-17	Appui à la production locale de farine infantile fortifiée pour l'aide alimentaire [ⓔ]	●	Echo, Principauté de Monaco, PAM	SOS Sahel, CCAAG, ACF, Goulbi	366
	2016-18	Accompagnement à la mise en œuvre de la stratégie de commercialisation et d'accès au marché des produits agricoles [ⓔ]	●	CTB		103
	2012-17	Agroforêts pour le développement de Kipushi (Afodek) [ⓔ]	●	UE, CPP	CPP, Nature +	3 048
	2015-16	Définition du mécanisme de partage des bénéfices Redd+ [ⓔ]	●	Banque mondiale		73
	2016-17	Étude diagnostic sur la pauvreté et l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène en RDC [ⓔ]	●	Banque mondiale	Hydroconseil, Cabinet Experts	560
	2016-20	Promotion de modalités innovantes pour l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans certains quartiers périphériques de Kinshasa Est et Sud (Pilaep 2) [ⓔ]	●	AFD	Sher, Mott McDonald	232
	2014-16	Agricultures familiales et accès à l'information (Afai) [ⓔ]	●	DFID	Fongs, Ifpri	483
	2014-16	Programme d'appui aux ANE Foncier Sénégal (Disso Ci Suuf) [ⓔ]	●	UE	CNCR	69
	2016	Appui aux mini-laiteries dans le cadre du projet Panac [ⓔ]	●	UE	ADG, Cospe	526
2016-18	Accès aux services et structuration des exploitations familiales d'élevage du département de Dagona et de quelques communes rurales dans le département de Podor (Asstel 2) [ⓔ]	●	Coopération monégasque, Région Occitanie, AFD	Apress, ARD Saint-Louis, Asodia (France)	1 639	

[ⓔ] Projet de terrain [ⓔ] Expertise ou étude

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€
SÉNÉGAL (suite)	2013-18	Assainissement concerté, total et intégré du quartier de Guet Ndar (Acting) [ⓔ]	●	AESN, UE, CG27, MAEDI, Mairie de Saint-Louis	ADC, Onas	2 648
	2016-17	13 unités de potabilisation et de traitement [ⓔ]	●	UE / Pepam		59
	2016-17	Étude Diembering [ⓔ]	●	Saint-Pierre-Lès-Elboeuf	Accra	20
	2016-17	Nabajj Civol [ⓔ]	●	Ville de Creil		130
	2016-17	Préféro [ⓔ]	●	Olag	SCP	25
	2016-18	Aicha Saint-Louis 2 [ⓔ]	●	RMP, AEAG, Sedif, AESN	ARD Saint-Louis	1 464
	2016-18	Promotion de l'assainissement familial amélioré (Pafa) [ⓔ]	●	CTB	Eau Vive	500
	2016-19	Améliorer la santé en milieu rural par une approche de l'assainissement amélioré propauvre basée sur le marché local (Asap) [ⓔ]	●	UE	ARD Saint-Louis	1 236
	2016-18	Typha Sénégal [ⓔ]	●	Cartier Charitable Foundation, Find	Iset, UGB	450
	2014-17	Apprentissage pour le développement des territoires ruraux (Adeter) [ⓔ]	●	AFD, Find	Enda-Graf Sahel	730
TANZANIE	2015-18	Offre de services intégrés en milieu rural pour l'inclusion sociale (Osiris) [ⓔ]	●	UE, Cedeao	ADG, Resopp, Coopec-Resopp, Cnaas, Graim	5 000
	2016-17	Appui technique au GIE N'Samm sur les fermes familiales dans le cadre du programme Piaran [ⓔ]	●	UE	ACF	20
	2016-19	Citoyenneté, environnement, solidarité dans quatre quartiers des banlieues de Dakar (Sunu Gox) [ⓔ]	●	UE	Y en a Marre	473
	2014-17	Améliorer la production et le marketing des produits horticoles dans les monts Uluguru et le bassin du Ruaha (Mallimbichi) [ⓔ]	●	UE	Mwiwata	1 875
	2014-17	Conditions de vie des femmes migrantes (Phu Nu) [ⓔ]	●	AFD, Oxfam Solidarité, CCFD, CG93, Juristes Solidarités	Batik International, CDI	439
	2016-19	Professionnalisation de la gestion des déchets ménagers (Pro 3) [ⓔ]	●	AFD, Syctom, Ville de Paris, Alliance des Coopératives	Institut de l'eau et de l'environnement, Centre Song Hong, Alliance des coopératives	1 035
	2015-17	Énergie solaire : réplication du modèle Barefoot College [ⓔ]	●	Cartier Charitable Foundation, Find	Barefoot College	86
	2013-16	Gestion participative de l'irrigation à Gia Binh [ⓔ]	●	AFD	CPIM	189
	2012-16	Soutien des organisations paysannes pour le plaidoyer en Afrique de l'Est (Involve) [ⓔ]	●	UE, Oxfam, Brot für die Welt	Esaif, Mwiwata	1 800
	2013-16	Gouvernance associative et leadership des organisations déléguées en Afrique de l'Ouest (Galo) [ⓔ]	●	UE, CFSI	Apress	1 780
MULTIPAYS	2014-16	Promouvoir des techniques d'irrigation innovantes au Myanmar et au Cambodge [ⓔ]	●	Fondation Louis Dreyfus, Find		450
	2014-18	Appui à la gouvernance de la terre dans la région du Mekong (MRLG) [ⓔ]	●	SDC, BMZ, GIZ, Coop. luxembourgeoise	LEI	16 000
	2015-18	Alliance pour l'apprentissage de l'agroécologie (Alisea) [ⓔ]	●	AFD	Cirad	1 200
	2016-17	Encourager l'innovation paysanne en faveur de l'agroécologie au Myanmar et au Cambodge - phase 2 [ⓔ]	●	Fondation Louis Dreyfus		163
	2015-17	Le droit, vecteur de solidarité entre acteurs pour les femmes migrantes (France, Vietnam) [ⓔ]	●	CFSI	CGT, VGCL	102
	2013-16	Acteurs locaux de l'assainissement et des déchets en Mauritanie et au Sénégal (Aladin) [ⓔ]	●	AFD, UE, Eau Vive	Eau Vive	725
	2015-16	Eau pluviale et résilience en Mauritanie et au Sénégal (Epur) [ⓔ]	●	Find		50
	2016-18	Appui en marketing social pour l'assainissement (Tchad, Djibouti, Madagascar) [ⓔ]	●	ACF		85
	2014-17	Programme d'investissements énergétiques en Afrique de l'Ouest (Sunref) [ⓔ]	●	AFD	Burgeap, Expertise France, Nodalis Conseil, Frankfurt School of Finance & Management	4 084
	2016-17	Financement de la formation professionnelle - Une étude comparative dans six pays d'Asie [ⓔ]	●	AFD	Unesco	50
VIETNAM	2014-17	Maladies et infections, enfance Afrique (Malinea) [ⓔ]	●	IPM-MAE	Institut Pasteur, ACF	338
	2015-17	Innovations pour la production locale et la diffusion d'aliments fortifiés de qualité au Burkina Faso, Niger, Mali et Bénin [ⓔ]	●	Cedeao	ABNorm, DNPQM, Direction de la Nutrition, Fiab, Misola Mali	187

● Agriculture : filières et politiques agricoles ● Citoyenneté et démocratie ● Eau potable, assainissement, déchets ● Gestion des ressources naturelles et énergie
 ● Microfinance et insertion professionnelle ● Santé : nutrition et protection sociale ● Villes pour tous et décentralisation

OUVRAGES PUBLIÉS

- * Barbier L., Le Corre M., *Institutions, acteurs locaux et régulations d'une action publique « réussie » : étude de cas du programme Méddea d'accès à l'eau à Madagascar*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2016, Études et travaux en ligne n° 46, 84 p.
- * Huyghebaert P., *Accès aux droits des ouvrières au Vietnam : quels dispositifs et quelles pratiques citoyennes ?* Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2016, Études et travaux en ligne n° 45, 103 p.
- * Jacquemot P., *L'Afrique des possibles : les défis de l'émergence*, Paris, Karthala, 2016, 324 p.
- * Jacquemot P. avec la collaboration du Gret, *Lexique de la ville durable : 80 mots pour comprendre la ville en devenir*, Groupe Initiatives, 2016, 42 p.
- * Lamballe P., Vogel A., Castellonet C., François M., *Transformation du bambou*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2016, Guide pratique, 234 p.
- * Lavigne Delville P., *Socio-anthropologue dans une organisation non gouvernementale : réflexions autour d'une pratique au sein du Gret*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2016, Coopérer aujourd'hui n° 78, 52 p.
- * Naulet F., Gabert J., Santi M. (dir.), *L'assainissement dans les villes du Sud : un business comme les autres ? Atelier-débat ContrEAUverses du 4 et 5 septembre 2014*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2016, Débats et controverses n° 12, 100 p.
- * Porbounmixaithor H., Huynh P., Herchuechang A., Saengmany B., Melki S., *Community-based Management of Natural Bamboo Forests*, Nogent-sur-Marne, Éditions du Gret, 2016, Practical Guideline, 364 p.

THÈSES

- * Frenoux C., *Institutions et transactions : déterminants et performances des services non conventionnels d'approvisionnement en eau dans les villes en développement – Le cas des entrepreneurs privés locaux dans les petits centres urbains du Cambodge*, Thèse de doctorat en sciences économiques, université de Toulouse Capitole I, octobre 2016, 442 p.

RAPPORTS D'EXPERTISE

- * Alby-Flores V., Denizeau M., Kaboré C. et Le Roy P., Mouton F. (dir.), *Améliorer la prise en compte de la nutrition dans les projets de développement rural et de santé*, AFD, 2016, Notes techniques n° 13, 50 p.
- * Bailly B., Genin L., Mazaud L.-A., Paulou J., Raymond C., Toix B., Colombier R., Salenson I., Matthieu R., *Villes et stratégies climatiques : cinq cas d'études*, AFD, 2016, Notes techniques n° 14, 197 p.
- * Barlet S., d'Aiglepierre R., avec la contribution de Méric B. et Ollivier C., *Les dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes sur le marché du travail en Afrique*, AFD, 2016, Études de l'AFD n° 14, 131 p.
- * Benard C., Gabert J., *Étude sur la gestion des excreta dans les quartiers précaires en Haïti – Livrable n° 2, État des lieux*, Dinapa, Gret, Oxfam, 2016, 61 p.
- * Benard C., Gabert J., *Étude sur la gestion des excreta dans les quartiers précaires en Haïti – Livrable n° 3, Recommandations*, Dinapa, Gret, Oxfam, 2016, 41 p.
- * I Care & Consult, Gret, H3C Caraïbes, Atelier Villes et Paysages, *L'urbanisme durable dans les territoires d'outre-mer : réussir la planification et l'aménagement durables*, Ademe, 2016, Les cahiers techniques de l'AEU2, 194 p.
- * Mellac M., Castellonet C., *Histoires divergentes d'une convergence sous tension : les réformes foncières vers la propriété privée dans quatre pays du Mékong (Birmanie, Cambodge, Laos et Viêt-Nam)*, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MAEDI, 2015, Regards sur le foncier n° 1, 43 p.
- * Morlat L., *État des lieux de l'expérience SOS-ESF d'aménagement des bassins versants en Haïti : notes de capitalisation, actes d'atelier*, Gret, ESF, 2016, 150 p.
- * Naulet F., Guillaume M., *Accompagnement pour la mise en gestion des réseaux d'eau potable dans les localités d'Ingah et d'Imvoubas - Rapport n° 2*, Gret, Croix-Rouge, 2016, 54 p.
- * Partenariat français pour la ville et les territoires (PFVT), Madariaga N., Dangaix D., Héron D., Huybrechts E., Colombier R., *Orientations de l'aide française en faveur de l'action des villes pour le climat*, PFVT, 2016, 37 p.



- * Temporal F., Colombier R., Carlier R., Deluc B., Vaumourin S., Bougnoux N., *Prospective territoriale à Saint-Laurent-du-Maroni : quels futurs inventer face aux enjeux démographiques ?* AFD, 2016, Études de l'AFD n° 9, 117 p.

DOCUMENTS TECHNIQUES

- * Castellonet C., *Comments on the Proposed Environmental Code of Cambodia (V6) and Proposed Amendments for a Better Recognition of Customary Tenure Rights in Protected Areas*, Mekong Region Land Governance, 2016, 15 p.
- * Cerqueira J., *Électrification rurale par plateformes multifonctionnelles solaires : synthèse réalisée dans le cadre du projet Erudi*, Gret, 2016, 31 p.
- * Colombier R., Deluc B., Rachmuhl V., Piantoni C., Julien J., *Relever le défi de l'habitat spontané en Guyane : une expérimentation à Saint-Laurent-du-Maroni*, Gret, 2016, 21 p.
- * GRDR (dir.), David F., Ily J.-M., Naulet F., *Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Mauritanie*, GRDR, Gret, 2016, 71 p.
- * Loseille L., David F., Naulet F., *Les métiers de l'eau et de l'assainissement : portraits d'acteurs en Mauritanie - Projet Aicha*, Gret, Tenmiya, 2016, 54 p.
- * Loseille L., Naulet F., Le Jeune T., David F., *Des services d'eau potable performants : l'exemple de Dieuk, Breun et Tekeshe*, Gret, 2016, Cahier de capitalisation n° 4, 32 p.
- * Magrega A., Milic L., *Guide pour la récupération d'une zone de pêche suite à la coupe manuelle de Typha australis : cahier réalisé dans le cadre du projet Typha*, Gret, Iset, 2016, Cahier technique n° 5, 14 p.
- * Mouhamed Lemine B., Trouilleux B., Doussan K., *Guide de production artisanale de charbon de typha : cahier technique réalisé dans le cadre du projet Typha*, Gret, Iset, 2016, Cahier technique n° 1, 37 p.
- * Mouhamed Lemine B., Trouilleux B., Doussan K., *Guide de production semi-industrielle de charbon de typha : cahier technique réalisé dans le cadre du projet Typha*, Gret, Iset, 2016, Cahier technique n° 2, 51 p.
- * Mouhamed Lemine B., Trouilleux B., Doussan K., *Mesure des caractéristiques physico-chimiques des combustibles domestiques solides : cahier technique réalisé dans le cadre du projet Typha*, Gret, Iset, 2016, Cahier technique n° 3, 25 p.
- * Mouhamed Lemine B., Trouilleux B., Doussan K., *Caractéristiques physico-chimiques de charbons produits à base de Typha australis : cahier réalisé dans le cadre du projet Typha*, Gret, Iset, 2016, Cahier technique n° 4, 20 p.
- * Peresse A., Vogel A., Andriamahefazafy F., Serpantié G., Fétiveau J., *Méthodologie de mise en place et d'évaluation de dispositifs PSE dans les pays en développement : synthèse en vue de l'Atelier d'échange sur la mise en place et l'évaluation des mécanismes PSE à Madagascar, 3 et 4 mai 2016*, Gret, 2016, 19 p.

NOTES DE SYNTHÈSE

- * Banaon N., *Sécuriser les parcours du bétail au Burkina Faso*, Gret/Apess, 2016/12, Note de politique, 4 p.
- * Benkahla A., Broutin C., *Pour un soutien accru à l'élevage au Burkina Faso*, Gret/Apess, 2016/12, Note de politique, 4 p.
- * Benkahla A., Broutin C., *Pour un soutien ambitieux à la filière « lait local » en Afrique de l'Ouest*, Gret, 2016/11, Politiques et pratiques de développement n° 23, 4 p.
- * Benkahla A., Broutin C., *Promouvoir l'élevage agropastoral au Sahel*, Gret/Apess, 2016/12, Note de politique, 4 p.
- * Benkahla A., Mansion A., *Quelles politiques foncières promouvoir pour sécuriser les agricultures familiales en Afrique ?* Paris, Coordination Sud, 2016/02, Les notes de la C2A, Agriculture et alimentation en question, 4 p.
- * Benkahla A., *Modèles de partenariat développés entre privés et communautés locales dans le cadre de projets d'investissements agricoles - Résumé*, Gret/CNCR, 2016/06, 2 p.
- * Benkahla A., *Observatoire national de la gouvernance foncière : un outil de la société civile au service du monde rural*, Gret/CNCR, 2016/06, 2 p.
- * Chauveau J.-P., Léonard E., Mansion A., Vaumourin S., *Enjeux fonciers en milieu rural, conflits violents et développement*, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MAEDI, 2016, Note de synthèse n° 20, 11 p.
- * Colombier R., *La prospective stratégique concertée : un outil au service des territoires*, Gret, 2016, Fiche solution - Habitat III, 2 p.
- * Colombier R., *Un habitat adapté aux familles les plus modestes*, Gret, 2016, Fiche solution - Habitat III, 2 p.
- * Faye I. M., *Améliorer l'accès aux ressources pastorales : un défi pour les réformes en cours au Sénégal*, Gret/Apess, 2016/12, Note de politique, 4 p.
- * François M., Reynaud L., Touch S., *Développement de l'agriculture durable par les agriculteurs de la province de Siem Reap au Cambodge - Apici en bref*, Gret, 2016, 8 p.
- * Mamalo A. K., Benkahla A., *Code rural et élaboration de la loi pastorale au Niger : une capitalisation d'expérience - Résumé*, Gret/CNCR, 2016/06, 2 p.
- * Merlet M., Benkahla A., *La politique des structures en France : une capitalisation d'expérience - Résumé*, Gret/Agter/CNCR, 2016/06, 2 p.
- * Naulet F., *Des services urbains pour tous : pour un partage équitable des efforts financiers*, Gret, Politiques et pratiques de développement n° 21, 4 p.
- * Rachmuh V., *Quartiers précaires : du déni à la reconnaissance*, Gret, 2016/10, Politiques et pratiques de développement n° 22, 4 p.
- * Ratsialonana Rivo A., Raparison E. H., Benkahla A. (dir.), *La réforme foncière de 2005 à Madagascar : une capitalisation d'expérience - Résumé*, Gret/CNCR, 2016/06, 2 p.

- * Thiéba D., Benkahla A., *La Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural au Burkina Faso : une capitalisation d'expérience - Résumé*, Gret/CNCR, 2016/06, 2 p.
- * Touré O., Benkahla A., *État des lieux de la gouvernance des ressources pastorales et forestières au Sénégal - Résumé*, Gret/CNCR, 2016/06, 2 p.
- * Vaumourin S., Benkahla A., Mansion A., *Vers la construction d'un cadre analytique sur les communs*, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MAEDI, 2016, Note de synthèse n° 19, 9 p.

CHAPITRES D'OUVRAGES PUBLIÉS

- * Enten F., « Ethnographie des modes d'extraversion de l'aide humanitaire par l'État éthiopien : étude de cas sur le ciblage de l'aide alimentaire (2002-2004) », in Ribémont T. (dir.), *Figures des bénéficiaires dans l'action humanitaire : à la croisée des regards et des disciplines*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 2016, p. 95-104.

ARTICLES PUBLIÉS

1. Revues avec comité de lecture

- * Cerqueira J., « Quelles coalitions d'acteurs pour électrifier Madagascar ? », *FACTS Reports*, n° 15, 2016, p. 34-45.
- * Mouquet-Rivier C., Traoré T., Soma A., Kaboré C., Trèche S., « Both Encouraging Feeding Style and High Energy Density May Increase Energy Intakes from Fermented Millet Gruels Eaten by Infants and Toddlers in Ouagadougou », *Appetite*, n° 99, 2016, p. 245-253.

2. Revues sans comité de lecture

- * Gabert J., Santi M., « Marketing de l'assainissement : du concept à la mise en œuvre opérationnelle », *La Lettre du pS-Eau*, n° 81, octobre 2016, p. 5-7.
- * Le Jeune T., Santi M., « Zoom sur un projet de terrain : le projet Aladin - Acteurs locaux de l'assainissement et des déchets et innovation », *L'Essentiel - Lettre du Réseau Projection*, novembre 2016.

SÉMINAIRES, TABLES RONDES ET ATELIERS

1. Actes, communications, posters

- * Benkahla A., *Implications de la société civile dans les processus de réformes foncières : avancées et nouveaux défis*, Conférence anniversaire des 20 ans du Comité technique « Foncier & développement », Paris, AFD/MAEDI, 2016/11, 3 p.



↑ CONFÉRENCE ANNIVERSAIRE DES 20 ANS DU COMITÉ TECHNIQUE « FONCIER & DÉVELOPPEMENT », FRANCE, NOVEMBRE 2016 © Amel Benkahla



↑ ATELIER NATIONAL SUR LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE, 2-3 JUIN 2016 À VIENTIANE, LAOS © Pierre Ferrand



↑ ATELIER NATIONAL SUR LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE, 30-31 MARS 2016 À PHNOM PENH, CAMBODGE © Germain Priour

- * Enten F., « Food Aid Targeting in Ethiopia », in Ficquet E., Omer A.H., Osmond T. (eds), *Movements in Ethiopia / Ethiopia in Movement, Proceedings of the 18th International Conference of Ethiopian Studies, November 2012, Vol. II*, Centre français d'études éthiopiennes, université d'Addis Abeba, 2016.
- * Ferrand P., Vilayvong S., *Proceedings of the National Workshop on Agroecology Transition 2nd and 3rd, June 2016, Vientiane, Lao PDR*, Gret, Cirad, 2016, 45 p.
- * Ferrand P., Kyu H., Reynaud L., *Proceedings of the National Workshop on Agroecology Transition, 7th and 8th of March 2016, Yangon, Myanmar*, Gret, Cirad, 2016, 49 p.
- * Ferrand P., Vilayvong S., *Proceedings of the National Thematic Workshop « What Performance Indicators for Assessing Agroecology Impacts? », Lanith, Vientiane, Lao PDR, 29 November 2016*, Alisea, Gret, 2016, 14 p.
- * François M., Touch S., Reynaud L., *Local products for urban markets' supply: Experiments in the Region of Siem Reap (Cambodia) [affiche]*, Conférence internationale « Agri-Chains and Sustainable Development: linking local and global dynamics », Le Corum, Montpellier, 12-14 décembre 2016.
- * Gabert J., « How to Make Urban and Sanitation Planning Work? Lessons learnt from West Africa, South-East Asia, Madagascar, and Haiti » in Gutterer B. (ed.), *Key Elements for a New Urban Agenda: Integrated management of urban waters and sanitation - conference report*, Bremen, Borda, 2016, p. 50-53.
- * Kyu H., Ferrand P., *Proceedings of the National Workshop on Agroecology Transition 5th and 6th May 2016, Hanoi, Vietnam*, Gret, Cirad, 2016, 45 p.
- * Melki S., *Report of the Lao Bamboo & Rattan Platform Workshop*, 15 et 16 juin 2016, Vientiane, République démocratique populaire lao PDR, organisé par le Gret, WWF et le RECOFTC, 2016, 26 p.
- * Melki S., Kibler J.-F., *Processus d'apprentissage collectif et dynamique des communs : filière bambou dans les montagnes du Nord Laos*, 12^e Conférence internationale de l'AFD sur le développement - Communs et développement, AFD, Paris, les 1^{er} et 2 décembre 2016, 10 p.
- * Melki S., *A successful convergence between natural resources management and value chain development [affiche]*, Conférence internationale « Agri-Chains and Sustainable Development: linking local and global dynamics », Le Corum, Montpellier, 12-14 décembre 2016.
- * Peresse A., Andriamahefazafy F., Aubert S., Rakotonirina A., Serpantié G., Vogel A., *Atelier d'échange sur la mise en place et l'évaluation de mécanismes PSE à Madagascar, mai 2016 : synthèse et actes de l'atelier*, Antananarivo, Gret, 30 p.
- * Reynaud L., Ferrand P., Vilayvong S., *Proceedings of the National Workshop on Agroecological Transition 30th and 31st March 2016, Phnom Penh, Cambodia*, Gret, Cirad, 2016, 54 p.
- * Thouillot F., Broutin C., *Development of the rice value chain in Guinea though support for female rice parboilers and a collective, interprofessional trademark [affiche]*, Conférence internationale « Agri-Chains and Sustainable Development: linking local and global dynamics », Le Corum, Montpellier, 12-14 décembre 2016.

2. Animations, interventions et communications non publiées

- * Barrau E., *Le projet d'aménagement et reconstruction de Baillergeau (Areba)*, Haïti, Journées d'études « Coopérer en milieu urbain : quelles stratégies des organisations de solidarité internationale (OSI) pour des politiques urbaines inclusives ? » organisées par le Groupe initiatives, Dakar, 30 mars-1^{er} avril 2016.
- * Ciguene A., Felix S., Rachmuhl V., animation de l'atelier « L'auto-(re)construction accompagnée : une solution pour l'habitat dans les quartiers précaires ? », Pavillon France, Conférence internationale Habitat III, Quito, 20 octobre 2016.
- * Colombier R., intervention à la table ronde « Comment Habitat III permet-il d'imaginer la ville durable tropicale ? », colloque « La ville tropicale en métamorphose », Métamorphose Outremer, Palais du Luxembourg, 8 juin 2016.
- * Denizeau M., *Le rôle du secteur privé local pour prévenir la malnutrition : expérience Nutridev et regards croisés*, Gisa Nutrition (Groupe interministériel français sur la sécurité alimentaire), Paris, 14 avril 2016.
- * Enten F., *Les chiffres et l'urgence alimentaire en Éthiopie*, Panel « Les temporalités des pratiques de l'économie », Semaine de la recherche de l'EGE « L'État, l'ingénierie, le social : les techniques économiques dans l'histoire », EGE, Rabat, 14-16 décembre 2016.
- * Felix S., Rachmuhl V., *Coproduction d'un schéma d'aménagement de quartier à Baillergeau, Haïti*, atelier « Coproduction de connaissances sur la diversité dans les quartiers précaires : une solution pour repenser les politiques urbaines », Conférence internationale Habitat III, Quito, 17-20 octobre 2016.
- * Ferrand P., *Capitalization of experience for developing resilient AE practices in West Africa*, atelier thématique national Alisea « What performance indicators for assessing agroecology impacts ? », Gret, Lanith, Vientiane, 29 novembre 2016.
- * François M., Touch S., Reynaud L., *Local Products to Supply Urban Markets: Experiences in Siem Reap Area in Cambodia*, Forum « Origine, diversité et territoires », Turin, 20-22 septembre 2016.
- * Gabert J., *Marketing de l'assainissement : perspectives sur le Sénégal*, Journée pS-Eau sur le secteur de l'eau et de l'assainissement sénégalais, Pavillon de l'eau, Paris, 20 juin 2016.
- * Jacquemot P., intervention à la conférence-débat « L'Afrique, les Afriques demain ! Défis et enjeux » organisée par l'Iris, Paris, 18 octobre 2016.
- * Jacquemot P., participation à la table ronde « Accès à l'eau et à l'énergie dans les villes en développement », coorganisée par (Re)sources, Forum mondial Convergences « Réussir la transition vers des villes et territoires durables », Paris, 5-7 septembre 2016.
- * Jacquemot P., participation à la table ronde « Partenariats institutionnels et organisations européennes et internationales, ONG, entreprises et société civile », journée « Réussir le partenariat », École d'été des Objectifs de développement durable, IRD, université d'Aix-Marseille et AFD, Marseille, 9 juillet 2016.
- * Le Jeune T., « Eau et climat dans les territoires insulaires », Session parallèle de la Cop 22, Zone verte, Marrakech, 10 novembre 2016.
- * Le Roy P., *Les méthodes de ciblage des indigents : quelles bonnes pratiques ? Quelques éléments à partir des revues de la littérature pour réfléchir*, Atelier d'échanges autour des apprentissages des activités d'amélioration de l'accès financier aux soins du projet Pasm et de la stratégie actuelle du ministère de la Santé en matière de couverture universelle santé, Ampefy (Madagascar), 8-9 décembre 2016.
- * Levard L., intervention sur les accords de partenariats économiques (APE) et sur les filières agricoles en Afrique de l'Ouest, 4^e Forum sur l'agriculture et la sécurité alimentaire au Mali « Les filières porteuses au Mali : comment la diaspora peut-elle s'investir, pour quel impact ? », Initiative agricole pour le Mali en France (Inagrim), Montreuil, 29 octobre 2016.
- * Levard L., *L'agroécologie, une perspective historique et l'expérience du Gret*, Conférence à l'occasion des 40 ans du Gret, Faculté d'agronomie d'Antananarivo, Madagascar, décembre 2016.
- * Lévy M., Ferri M., coordonnateurs et rapporteurs pour le collège ONG et professionnels, « Planification intelligente pour la ville durable », Campus urbain de Paris, organisé par la FNAU, l'IAU Île-de-France, le PFVT et la World Urban Campaign (WUC), Unesco, Paris, 20-21 janvier 2016.
- * Lévy M., Sellen C., Jekinnou C., Sportis C., Henin J., organisation et animation de l'atelier « L'entrepreneuriat social », École d'été des Objectifs de développement durable, IRD, université d'Aix-Marseille et AFD, Marseille, 12 juillet 2016.
- * Leynaud S., *Le rôle des habitants : l'exemple de la cellule de quartier dans le projet d'Aménagement et reconstruction de Baillergeau (Areba)*, Port-au-Prince, Haïti, table ronde n° 2 « La connexion entre institutions et société civile en question », séminaire « La reconstruction post-crise : perspectives pour les villes du Sud, rôle des acteurs du Nord », AFD, Paris, 29 septembre 2016.
- * Rachmuhl V., grand témoin au déjeuner-conférence « Our Future in Cities : Views for a New Urban Agenda », réseau N-Aerus, Cities Alliance, Bruxelles, External Cooperation Infopoint - European Commission, 13 mai 2016.
- * Rachmuhl V., *Relier habitants des quartiers précaires et institutions publiques : un objectif stratégique du Gret en Haïti*, table ronde n° 1 « Définition et mise en œuvre des politiques urbaines : quel rôle pour la société civile ? », séminaire « L'AFD et les organisations de la société civile face aux défis urbains : quels partenariats pour des villes solidaires ? », AFD et Coopération Sud, Paris, 29 juin 2016.



↑ ATELIER SUR L'AUTO-(RE)CONSTRUCTION ACCOMPAGNÉE, HABITAT III À QUITO (ÉQUATEUR), OCTOBRE 2016 © Virginie Rachmuhl



↑ ATELIER SUR LA COPRODUCTION DE CONNAISSANCES, HABITAT III À QUITO (ÉQUATEUR), OCTOBRE 2016 © Virginie Rachmuhl



↑ SÉMINAIRE « IMPLIQUER LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT », FRANCE, 29 JANVIER 2016 © Gianni Giuliani

- * Rachmuhl V., *L'habitant acteur dans la préparation et la mise en œuvre du projet urbain : exemples de la Guyane et Haïti*. Séquence « L'habitant acteur », Forum interrégional des acteurs du renouvellement urbain (Fraru), La Réunion, 14 et 15 juin 2016.
- * Rachmuhl V., *Point de vue des professionnels lors de la conférence « De retour d'Habitat III : le retour et après »*, Aitec, Centre Sud, Lavue, Cessma, Ensa La Villette, Paris, 6 décembre 2016.
- * Touch S., communication à l'atelier de la FAO « Facilitate/exchange of knowledge and experiences on potential contribution of agroecology to sustainable agriculture and food systems », province de Yunan, Kunming, Chine, 29-31 août 2016.
- * Touch S., *Improvement of market access: Local and safe vegetable products*, atelier de la FAO, Chiang Mai, Thaïlande, 19 juillet 2016.

3. Organisation (liste non exhaustive)

- * Alisea National thematic workshop « What Performance Indicators for Assessing Agroecology Impacts? », organised by Gret, Lanith, Vientiane, Lao PDR, 29 November 2016.
- * Atelier « Le devenir des mécanismes de Kyoto dans l'Accord de Paris » organisé pour la Commission climat et développement de Coopération Sud dans le cadre du chantier *Efficacité et risques des mécanismes internationaux*, Maison des associations de solidarité, Paris, 12 mai 2016.
- * Atelier « La mise en œuvre et l'évaluation de dispositifs de paiements pour services environnementaux (PSE) » organisé par le ministère de l'Environnement, de l'Écologie, de la Mer et des Forêts, en partenariat avec le Gret, l'IRD et le C3EDM à Madagascar, Development Learning Center (DLC), Antananarivo, 3-4 mai 2016.
- * Atelier « Retours d'expériences sur les aménagements de bassins versants et la sécurisation des productions agricoles en Haïti », organisé par ESF et le Gret, Port-au-Prince, 16 juin 2016.
- * Premier atelier de la plateforme Bambou au Laos sur le développement du secteur bambou en République démocratique populaire lao, organisé par le ministère de l'Agriculture et des Forêts, le RECOFTC, le Gret et WWF, Vientiane, 15-16 juin 2016.
- * Ateliers nationaux « Mapping and assessing University-based farmer extension services in ASEAN through an agro-ecological/organic lens », Vietnam, Cambodge et Myanmar, coorganisé par l'université des Ressources agricoles de Chulalongkorn (Cusar, Thaïlande), l'Alliance pour l'apprentissage de l'agroécologie en Asie du Sud-Est (Alisea), l'Unesco, l'université de Can Tho (Vietnam), l'Université royale agricole (Phnom Penh, Cambodge), l'université agricole de Yezin (Nay Pvi Taw, Myanmar), décembre 2016-janvier 2017.
- * Séminaire « Impliquer le secteur privé local pour lutter contre la malnutrition dans les pays en développement », organisé par le Gret, Campus du Jardin tropical, Nogent-sur-Marne, 29 janvier 2016.

- * Séminaire « Politiques publiques pour l'adaptation des agricultures familiales aux changements climatiques : bilan et recommandations » pour la Commission agriculture et alimentation (C2A) de Coopération Sud, Campus du jardin tropical de Paris, 9 décembre 2016.
- * Séminaire pluriannuel « Le capitalisme philanthropique : quelle redistribution pour quel humanitaire ? » coorganisé par la Fondation Maison des sciences de l'homme, l'IRD, le Cirad et le Gret, Paris, 2015-2017.
- * Atelier « Coproduction de connaissances sur la diversité dans les quartiers précaires : une solution pour repenser les politiques urbaines », Gret, IRD/Cessma, Lavue/CNRS et Takween, Conférence internationale Habitat III, Quito, 17-20 octobre 2016.
- * « Vers une transition agroécologique : atelier national multiacteurs », organisé par le Cirad et le Gret au cours de la phase de lancement du projet Actae, Yangon, Myanmar, 7-8 mars 2016.
- * « Vers une transition agroécologique : atelier national multiacteurs », organisé par le Cirad et le Gret au cours de la phase de lancement du projet Actae, Phnom Penh, Cambodge, 30-31 mars 2016.
- * « Vers une transition agroécologique : atelier national multiacteurs », organisé par le Cirad et le Gret au cours de la phase de lancement du projet Actae, Hanoi, Vietnam, 5-6 mai 2016.

AUDITIONS

- * Colombier R., participation à la table ronde avec ATD Quart Monde, la Fondation Abbé Pierre et le Gret, organisée par la section de l'environnement du Cese (Conseil économique, social et environnemental) dans le cadre de la saisine : « La justice climatique : les perspectives nationales post-Cop 21 », 11 mai 2016.
- * Jacquemot P., participation à la table ronde avec le Crid, le Gret et le Secours catholique, organisée par le Cese (Conseil économique, social et environnemental) dans le cadre de la saisine : « Quelles nouvelles orientations et priorités pour la politique française de coopération internationale dans le cadre de l'Agenda 2030 du développement durable ? », 29 juin 2016.

MULTIMÉDIAS ET TUTORIELS

- * Huyghebaert P., Nguyen Thi Huong G., Nong Thi Hai Y. (réalisation), *Droits ouvriers au Vietnam : quelle aide juridique ?* Gret, CGT du Vietnam, juin 2016, film documentaire en vietnamien avec sous-titres en français, durée 14'34.

INTERVENTIONS ACADÉMIQUES

- * Colombier R., *Outils, méthodes et pratiques de l'expertise dans les pays du Sud*, École d'urbanisme de Paris, université Paris-Est Marne-la-Vallée, Master Urbanisme et expertise internationale, 30 h.
- * Denizeau M., *Le programme Nutridev du Gret pour lutter contre la malnutrition*, AgroParisTech, UV Alimentation et lutte contre la malnutrition, 3 h.
- * Enten F., *Histoire de l'humanitaire*, IEDES, M1 Crises, 3 h.
- * Enten F., *Famines et systèmes d'alerte précoce, théorie et études de cas*, IEDES, M1 Crises et Agriculture, 9 h.
- * Le Jeune T., *Eau et développement : les défis à relever*, AgroParisTech Engref, Master Gestion de l'eau, Montpellier, 4 h.
- * Le Jeune T., *Alimentation en eau potable et développement*, Laboratoire LEESU, École nationale des ponts et chaussées Master S&GE, 2 h 30.
- * Le Roy P., *Protection sociale de santé : lutter contre les iniquités dans l'accès aux soins de santé*, BIT, PSS, 14, 15 et 16 mars.
- * Levard L., *Politiques publiques et négociations commerciales internationales*, Dars Moquas, IRC, M1, 10 h.
- * Levard L., Lagandré D., François M., Pautrizel L., *Agriculture et régulations internationales*, IEDES, M1 Développement agricole et politiques économiques, 24 h.
- * Levard L., *Économie de l'exploitation agricole*, IEDES, M1 Développement agricole et politiques économiques, 9 h.
- * Pautrizel L., *Les projets de développement agricole dans les pays en voie de développement*, IRIS Sup, Formation Responsables de programmes internationaux, 4 h.
- * Rachmuhl V., *Enjeux fonciers urbains au Sud*, université Bordeaux 3 Montaigne, M2 Gestion territoriale du développement durable, 8 h.
- * Rachmuhl V., *La dimension sociale de l'urbain : participation des habitants et études d'impact social. Outils, méthodes et pratiques de l'expertise dans les pays du Sud*, École d'urbanisme de Paris, université Paris-Est Marne-la-Vallée, M2 Urbanisme et expertise internationale, 6 h.
- * Thibault D., *Être responsable d'un projet*, université de sciences économiques de Rennes, M2 Analyse de projet et développement durable, 12 h.

AUTRES FORMATIONS

- * Le Jeune T. (Gret) et Care, animation d'une formation pour les ONG membres de la Coalition Eau, visant à présenter des notions de base et des méthodes opérationnelles sur l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les projets de développement dans le domaine de l'eau, 26 avril 2016.

AAISC	Association d'appui aux initiatives de santé communautaire (Congo)	CNAAS	Compagnie nationale d'assurance agricole du Sénégal
ABF	Association burkinabè de fundraising	CNCN	Cadre national de concertation sur la nutrition (Burkina Faso)
ACF	Action contre la faim	CNCR	Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Sénégal)
ADC	Agence de développement communal (Sénégal)	CNDSI	Comité national pour le développement et la solidarité internationale
ADG	Aide au développement Gembloux (Sénégal)	CPF	Confédération paysanne du Faso
AEAG	Agence de l'eau Adour-Garonne	CRS	Catholic Relief Services
AESN	Agence de l'eau Seine-Normandie	CTAS	Centre technique agroécologique du Sud (Madagascar)
AFAUDEB	Association Faune et développement au Burkina Faso	CTB	Coopération technique belge
AFD	Agence française de développement	CTFD	Comité technique « Foncier & développement »
AIM	Association Intercoopération Madagascar	CWA	Cambodian Water Supply Association
AIMF	Association internationale des maires francophones	DDAS	Direction départementale agricole du Sud (Haïti)
AITEC	Association internationale de techniciens, experts et chercheurs	DFAT	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur australien
ANRU	Agence nationale pour la rénovation urbaine	DFID	Département britannique pour le développement international
AOG	Association des originaires de Grand-Plaine (Haïti)	DGEME	Direction générale de l'Énergie, des Mines et de l'Eau (Comores)
APAC	Association des professionnelles africaines de la communication	DNPQM	Direction de la Normalisation, de la Promotion de la qualité et de la Métrologie (Niger)
APESS	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane	EMI	Entraide médicale internationale
ARD	Agence régionale de développement	EMW	East Meets West
ASSEF	Association d'entraide des femmes (Burkina Faso)	ENGREF	École nationale du génie rural, des eaux et des forêts
AUSAID	Australian Agency for International Development [Agence australienne pour le développement international]	ESF	Enfants sans frontières
BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement	FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
C2A	Commission Agriculture et alimentation de Coopération Sud	FdF	Fondation de France
C2D	Contrat de désendettement et de désengagement	FEPAB	Fédération des professionnels agricoles du Burkina
C3EDM	Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement (Madagascar)	FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial
CCAGC	Cellule de crise alimentaire et gestion des catastrophes (Niger)	FHD	Family Health Development
CDI	Center for Development and Integration (Vietnam) [Centre pour le développement et l'intégration]	FIDA	Fonds international de développement agricole
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest	FIND	Fonds d'innovation pour le développement
CFSI	Comité français pour la solidarité internationale	FOFIFA	Centre national de recherche appliquée au développement rural
CG	Conseil général	FONGS	Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal
CGAP	Consultative Group to Assist the Poor [Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres]	FPFD	Fédération des paysans du Fouta Djallon (Guinée)
CGTV	Confédération générale du travail du Vietnam	FRARU	Forum interrégional des acteurs du renouvellement urbain
CI	Conservation International	FWN	Farmers & Water Net (Cambodge)
CIAA	Comité interministériel d'aide alimentaire	FWUC	Farmer Water User Communities (Cambodge)
CIRAD	Centre international de recherche agronomique pour le développement	GIE	Groupement d'intérêt économique
CIRD	Cambodian Institute for Research and Rural Development [Institut cambodgien pour la recherche et le développement rural]	GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
CITE	Centre d'information technique et économique (Madagascar)	GISA	Groupe interministériel français pour la sécurité alimentaire
		GIZ	Agence de coopération internationale allemande pour le développement

GRAIM	Groupe de recherche et d'appui aux initiatives mutualistes	ONAS	Office national de l'assainissement (Sénégal)
GVC	<i>Gruppo di Volontariato Civile</i>	ONATEL	Office national des télécommunications (Burkina Faso)
GWI	<i>Global Water Initiative</i>	OSC	Organisation de la société civile
HRF	<i>Humanitarian Response Forum</i> (Cambodge)	PAM	Programme alimentaire mondial
ICCO	Organisation internationale du cacao	PDPWT	Département provincial des travaux publics et des transports (Cambodge)
ICIMOD	Centre international pour le développement intégré des montagnes	PEPAM	Programme d'eau potable et d'assainissement du Millénaire (Sénégal)
ICRISAT	<i>International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics</i> [Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides]	PFVT	Partenariat français pour la ville et les territoires
ID	Initiative Développement	PND	Parc national du Diawling
IDDRI	Institut du développement durable et des relations internationales	REA	<i>Rural Electrification Association</i>
IECD	Institut européen de coopération et de développement	RESOPP	Réseau des organisations paysannes et pastorales au Sénégal
IEDES	Institut d'étude du développement économique et social	RNB	Revenu national brut
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	ROPFA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest
IIED	<i>International Institute for Environment and Development</i> [Institut international pour l'environnement et le développement]	RPC	Réseau des organisations de la société civile pour la promotion de la citoyenneté (Mauritanie)
IMF	Institution de microfinance	SAN de SÉNART	Syndicat d'agglomération nouvelle de Sénart (France)
INAP-FTP	Institut national de promotion de la formation technique et professionnelle (Mauritanie)	SCP	Société du Canal de Provence
IRC	Institut des régions chaudes	SDC	Agence suisse pour le développement et la coopération
IRD	Institut de recherche pour le développement	SEDIF	Syndicat des eaux d'Île-de-France
IRIS	Institut de relations internationales et stratégiques	SHPA	<i>Social Health Protection Association</i>
ISC	<i>Institute of Standards of Cambodia</i>	SIAAP	Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne
ISET	Institut supérieur d'enseignement technologique	SOE	Service œcuménique d'entraide (Haïti)
KWS	Régie des eaux de Kampot (Cambodge)	SOFA	Solidarité Fanm Ayisyèn (Haïti)
LEI	<i>Land Equity International</i>	SWG-ARD	<i>Sectoral Work Group on Agriculture and Rural Development</i> (Laos)
LIFT	<i>Livelihood and Food Security Trust Fund</i>	TDH	Terre des Hommes
MAEDI	Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international	TGH	Triangle génération humanitaire
MAF	Ministère de l'Agriculture et de la Forêt	UCLBP	Unité de construction de logements et de bâtiments publics (Haïti)
MAFEC	Mutuelle des associations féminines d'épargne et de crédit (Mauritanie)	UE	Union européenne
MDM	Médecins du monde	UGB	Université Gaston Berger (Sénégal)
MEFPTIC	Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et des Technologies de l'Information et de la Communication (Mauritanie)	UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
MFSEEC	Mutuelle féminine de solidarité, d'entraide, d'épargne et de crédit (Mauritanie)	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
MGE	Maison guinéenne de l'entrepreneur	UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
MSPP	Ministère de la Santé publique et de la Population haïtienne	UPEC	Université de Paris-Est Créteil
NAG	<i>Network Activities Group</i> (Myanmar)	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
NSSF	<i>National Social Security Fund of Cambodia</i> [Caisse nationale de sécurité sociale du Cambodge]	UVSQ	Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
OFDA	Bureau de l'USAID spécialisé dans l'aide aux victimes de catastrophes à l'étranger	VGCL	<i>Vietnam General Confederation of Labour</i>
OMS	Organisation mondiale de la santé	WCS	<i>Wildlife Conservation Society</i>
ONAHA	Office national des aménagements hydroagricoles (Niger)	WHH	<i>Welthungerhilfe</i>
		WTA	<i>Water Technical Assistance</i> (Laos)
		WWF	Fonds mondial pour la nature



GRET

Campus du Jardin d'agronomie
tropicale de Paris
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex
France
Tél. : +33 (0)1 70 91 92 00
Fax : +33 (0)1 70 91 92 01

**POUR TOUT COMPLÉMENT
D'INFORMATION**

www.gret.org – gret@gret.org

*Le Gret est membre
du Groupe initiatives (GI)
et de Coordination Sud.*